

# L'opposition congolaise se perd dans des divagations

**D**ans un contexte où le référendum pourrait obtenir un vote favorable massif du souverain primaire, voilà ce qui explique le désarroi des opposants au point de

tenter de tout essayer, en allant de divagation en divagation. Quand on voit comment l'un d'eux avait un 5 juin 2025 chaudement donné une accolade au Palais de la Nation au Chef de l'Etat, c'était la troisième fois après une précé-

dente rencontre un dimanche 3 février 2019 dans une église et une autre le 13 novembre 2023 à la CÉNI, on cherche à savoir la logique qui guide l'opposition. Après l'échec de la journée ville morte, la voilà qui appelle à un sit-in sur un lieu

inviolable, et annonce ester devant la Cour Constitutionnelle qu'elle a tant critiquée dans le passé, qu'elle a trouvée « au service d'un individu et d'un régime dictatorial qui ne respecte ni les lois de la République ni les règles les plus

élémentaires de la démocratie et de la morale», qu'elle accuse avoir perpétré tant de «coups d'Etat constitutionnel». La vérité est que nul de ces opposants ne croit en rien. La vérité? Ils veulent juste demeurer dans les médias. **Page 2.**

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

# international

SINCE 1989

N°1665 | Lundi 8 juin 2026 | 20 pages €7 \$8

# Introuvable Kinshasa est invivable

## Tout est chaos, l'Enfer, l'incompétence des autorités de la ville mais pas elles seules

**K**inshasa qu'on appelait jadis fièrement «Kin-la belle» désormais «Kin-l'Enfer»? La ville compte plus de 6 millions de motos et

leurs «Wewa» et 3 millions de véhicules pour la plupart dans un état désastreux ! Chiffres du gouverneur Daniel Bumba Lubaki qui glacent le sang mais qui datent d'un an. Les estimations actuelles parlent de 4 à 5 millions de véhicules dont 86% ont plus de quinze ans et dix millions de motos. Si la ville a

1.000 kms de routes asphaltées dont 75% en total délabrement sur une voirie d'un linéaire de 4.000 kms, sur ces 4.000 kms, les experts ne considèrent que 200 kms sur lesquels s'entassent chaque jour 4 à 5 millions de véhicules ! Pourquoi les hommes politiques congolais qui aiment tant

l'étranger ne reviennent pas au pays avec des solutions que d'autres pays ont trouvées et ont su appliquer chez eux ? Le cas du Texas. Ici, les déplacements se déroulent sans escale ou sans freinage, l'automobile passe plus de temps en l'air et ne glisse que sur des ponts et des routes surélevées, qui

rappellent nos «sauts-de-mouton». Les «highways» sont des espaces de circulation interdits aux piétons et aux cyclomoteurs, disposent de plusieurs voies, rapides, moins rapides. Au conducteur de choisir la voie qu'il veut emprunter selon qu'il est pressé ou non. Et d'en payer le prix... **Pages 7-8.**

# La RVA-SA sort le Congo des listes noires OACI-UE

**U**ne exceptionnelle nouvelle pour le Congo-RDC, pour son image planétaire. Voilà des décennies depuis Mobutu

que le pays était placé sur la black list de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, OACI et de l'Union Européenne, UE. Mais le Congo vient de réussir en mars dernier l'incroyable pari en réalisant 69% à l'audit de l'OACI sur ses deux Aéroports Inter-

nationaux de N'djili (Kinshasa) et de la Luano (Lubumbashi) dans le domaine de la qualité d'accueil des passagers au départ et à l'arrivée, de la sûreté et de la sécurité aéroportuaire. Parti de 49%, le pays se classe au-delà de la moyenne africaine qui est de 62%. Une sor-

tie des listes noires et un envol, signe que la vision de modernisation des infrastructures aéroportuaires congolaises portée par le Chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, «est parfaitement exécutée par la RVA-SA, par son Conseil d'Administration et sa Direc-

tion Générale», a commenté le Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba. L'escale congolaise ouverte pour les plus grandes compagnies aériennes internationales. Demain ne saurait être comme hier. **Page 2.**



# L'opposition congolaise se perd dans des divagations

**E**lle avait fait de la journée de mercredi 3 juin 2026 une «journée ville morte» dans le pays en y mettant des moyens. Si les observateurs ont compté à Kinshasa des habitants qui, pour éviter tout piège et des magasins qui avaient baissé les rideaux voulant être prudents en faisant une grasse matinée - qui pouvait prédire quoi ces jours-là ? -, la ville-capitale ne s'est nullement arrêtée de fonctionner ce 3 juin, ni le matin au lever du soleil et, encore moins, ni à midi. Un échec cuisant pour ceux que représentent les opposants de 2026.

Cela n'a pas empêché l'un d'eux de dire son «agréable surprise» vu l'ampleur de la mobilisation, que lui seul a remarquée, déclarant que « la ville morte » appelée par l'opposition s'était transformée en « pays mort », ce que conteste le pouvoir qui estime que les activités se sont poursuivies normalement dans plusieurs zones du pays.

Moïse Katumbi Mwanikwe, ancien gouverneur multimillionnaire du Grand Katanga, Martin Fayulu Madidi, candidat malheureux lors de deux dernières présidentielles, porté par des opposants qui l'ont depuis isolé, Delly Sesanga Hipungu Dja Kaseng Kapitu, ministre du Plan en 2006 sous Joseph Kabila Kabange, Augustin Matata Ponyo Mapon, ministre des Finances et premier ministre de Joseph Kabila Kabange, député, poursuivi pour détournement des centaines de millions de \$US du Trésor public, condamné par la justice, est parvenu à s'exfiltrer du pays pour s'établir en Belgique, Jean-Marc Kabund-a-Kabund, qui fut l'un des bras droits de Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo avant d'être arrêté par la justice et d'être écroué. Tous ont créé une énième plateforme politique : la Coalition Article 64, C64, qui s'assigne la tâche de défendre l'article 64 de la Constitution de la République qui stipule : «Tout Congolais a le devoir de faire échec à tout individu ou groupe d'individus qui prend le pouvoir par la force ou qui l'exerce en violation des dispositions de la présente Constitution. Toute tentative de



La chaude accolade du 5 juin 2025 au Palais de la Nation. DR.

renversement du régime constitutionnel constitue une infraction imprescriptible contre la nation et l'État. Elle est punie conformément à la loi ».

## UNE AUTRE PORTE POUR DEMEURER.

Le Diable étant dans les détails, les cinq opposants ont été salués (rejoints?) par les kabilistes du mouvement Sauvons le Congo via un communiqué diffusé sans signature, ni lieu de rédaction, ni de diffusion du texte. «Le Mouvement Sauvons la RDC se réjouit de voir les partis politiques de l'opposition ainsi que les organisations et forces sociales réunis au sein de cette plateforme rejoindre enfin la position qu'il défend depuis près d'une année, à savoir que, face à la gouvernance du régime en la Nation, l'ultime voie de salut pour la République». Les opposants politiques congolais se sont-ils transformés en rebelles qui ne sauraient divulguer le lieu où ils se planquent ? Après l'échec de leur appel aux Congolais d'observer «la journée ville morte» et ce message des Congolais, l'opposition a trouvé une autre porte pour tenter de demeurer dans les médias ? Elle annonce le dépôt mardi 9 juin d'une action devant la justice contre le Chef de l'État et ses «complices» pour «tentative de renversement de l'ordre constitution-

nel», y voyant, pour Sesanga, « une action citoyenne, républicaine et de l'État de droit » et pour Fayulu une action de protestation contre un « coup d'État contre la Constitution ».

Trois jours plus tard, le 12 juin, elle annonce un sit-in sur l'esplanade du Palais du peuple, siège des deux chambres parlementaires - l'Assemblée nationale et le Sénat - accusées de « manquer à leurs obligations républicaines » et de devenir les « complices » d'une entreprise qui viserait à modifier ou changer la Constitution pour accorder un troisième mandat au Président de la République. L'opposition appelle les militants des partis politiques - «tous les Congolais qui aujourd'hui ne sont pas d'accord » - ceux qui ont observé la ville morte à se rendre au Palais du Peuple.

La C64 a donc changé de méthode. Elle passe d'une mobilisation passive à une présence physique devant une institution. Si elle réussit à faire venir des Congolais dans des parages du Palais du Peuple, l'opposition a-t-elle oublié la loi qui règne au Palais du Peuple, un lieu inviolable et comment pense-t-on que les services permettent à des manifestants d'y aller ? D'une part. D'autre part, accuser le Président de la République de fomenter un «coup d'État contre la Constitution», de «haute

trahison», de «forfaiture», de «tentative de confisquer le pouvoir», etc., quand la proposition de loi débattue à l'examen à l'Assemblée nationale vise à interroger «le peuple souverain», à lui redonner la parole dans

le cadre d'un référendum, l'opposition pense-t-elle que les juristes n'existent que dans les rangs de l'opposition et que les hauts magistrats pourraient la suivre ?

Ce n'est pas la première fois que l'opposition se rend devant la Haute Cour. Le 20 janvier 2019, après avoir contesté la décision de la Cour Constitutionnelle, quelques minutes après l'arrêt de la Haute Cour confirmant, avant le lever du soleil, la décision de la CÉNI proclamant le candidat du CACH élu Président de la République, Fayulu convoquait à son hôtel de la Gombe une conférence de presse avec les propos ci-après : « Par cet arrêt, la Cour Constitutionnelle vient, une fois de plus, de confirmer qu'à l'instar de la CÉNI, elle est au service d'un individu et d'un régime dictatorial qui ne respecte ni les lois de la République ni les règles les plus élémentaires de la démocratie et de la morale (...). Ce n'est ni plus ni moins qu'un coup d'État constitutionnel, car il porte à la magistrature suprême un non élu. (...) Je me considère désormais comme le seul président légitime de la République démocratique du Congo. (...) (À la communauté internationale, le perdant avait

demandé de) « ne pas reconnaître un pouvoir qui n'a ni légitimité ni qualité légale pour représenter le peuple congolais ».

Et « aux Congolais de ne pas reconnaître tout individu qui se prévaudrait illégalement de cette qualité ni obéir aux ordres qui émaneraient de lui ». Puis, d'appeler les Congolais à organiser «des manifestations pacifiques sur toute l'étendue du territoire national» pour protester contre la décision de la Cour constitutionnelle.

Dans un contexte où ils sentent que le référendum pourrait obtenir un vote favorable massif, n'est-ce pas, en réalité, la cause du désarroi des opposants au point de tenter de tout essayer, en allant de divagation en divagation sans qu'ils ne soient sûrs de gagner? Quand par ailleurs on voit comment un 5 juin 2025, Fayulu avait chaudement donné une accolade au Palais de la Nation au Président de la République, ce qui arrivait pour la troisième fois, après une précédente rencontre un dimanche 3 février 2019 dans une église et une autre le 13 novembre 2023 à la CÉNI, on se demande la logique qui guide certains opposants congolais.

D. DADEI ■

## La RVA-SA sort le Congo et deux de ses aéroports de la blacklist de l'OACI

**L**e Congo a réussi son pari en réalisant une cote de 69% à l'audit de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, OACI, effectué en mars sur ses deux Aéroports Internationaux, N'djili (Kinshasa) et Luano (Lubumbashi).

«N'Djili et Luano ont dépassé la moyenne africaine de 62%. Pendant plusieurs décennies, les 53 aéroports gérés par la Régie des Voies Aériennes-Société Anonyme, RVA-SA, ont évolué en dehors des normes recommandées par l'OACI dans le domaine de la sûreté aéroportuaire et, du coup, ont été placés sur la liste noire. Cette sortie de la blacklist et cet envol sont signe que la vision de modernisa-

tion des infrastructures aéroportuaires du pays, du point de vue de la sécurité et de la sûreté de la navigation aérienne correspondant à la vision du Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, est exécutée par la RVA-SA par son Conseil d'Administration et sa Direction Générale», a commenté le Président du Conseil d'Administration de la RVA-SA, le Professeur Tryphon Kinikiey Mulumba.

« C'est une journée de grande joie, de grande liesse, suite à la publication des résultats de l'audit de sûreté de l'OACI avec des cotations favorables par rapport aux exigences de conformité dans le domaine de la sûreté aéroportuaire. C'est pour moi l'occasion de remercier solennellement, en premier lieu, le Président Félix Tshisekedi qui a axé sa vision, entre autres, sur

la modernisation des infrastructures aéroportuaires, notamment sur la sécurité et la sûreté de la navigation aérienne en RDC », a déclaré le Directeur général de la RVA-SA, Louis-Blaise Londole Lokoyi. L'audit de l'OACI ont fait passer la note de ces aéroports de 49% à 69%, dépassant la moyenne de 62% édictée par l'OACI. La cote de 49% d'avant avait fait placer les aéroports congolais sur la blacklist de l'OACI et sur celle de l'Union Européenne. Les grandes compagnies aériennes internationales vont pouvoir désormais atterrir sur les deux aéroports congolais et décoller «en toute confiance» avec moins de risques d'actions illicites contre l'aviation civile, grâce au contrôle et/ou au filtrage des personnes qui accèdent aux installations aéroportuaires et aux passagers.

ALUNGA MBUWA ■

# Le Vice-premier Mukoko Samba rend visite à Kinshasa aux divisions urbaines de son ministère

**D**aniel Mukoko Samba, Vice-premier ministre en charge de l'Économie nationale, a entrepris jeudi 4 juin, une visite des services relevant de son ministère, les divisions provinciales de la ville de Kinshasa. Initiative louée par Léon Binyange Mikule, Chef de Division de Kinshasa Ouest, présentée comme «une assurance et une bénédiction pour les services placés sous sa responsabilité». Dans son intégralité, le communiqué de presse n°133/2026 de la Cellule de communication de la Vice-Primature en charge de l'Économie nationale. Ci-après.



Le Vice-premier ministre Daniel Mukoko Samba lors de l'une de ses visites de ses services. DR.

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE N°133/2026.** Le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie nationale, Daniel Mukoko Samba, a effec-

tué une visite de travail au sein des divisions urbaines de l'Économie

de la ville-province de Kinshasa, notamment celles de Kinshasa Est et

Kinshasa Ouest. La première étape de cette mission l'a conduit

à la Division urbaine de Kinshasa Est, située à Limete, sur la 1ère rue industrielle, où il a visité les installations et échangé avec les agents. Il s'est ensuite rendu à la Division urbaine de Kinshasa Ouest, située sur l'avenue du Commerce, dans la commune de la Gombe pour le même exercice. Cette séance de travail s'inscrit dans la vision du Gouvernement visant à renforcer l'identité institutionnelle des administrations publiques, promouvoir une gouvernance de proximité et s'assurer du bon fonctionnement des services publics au bénéfice de la population. Prenant la parole à cette occasion, le Ministre provincial de l'Économie, des Finances et de l'Économie numérique de la ville de Kinshasa a salué cette initiative qu'il considère comme un témoignage de l'importance accordée au travail des divisions urbaines.

Il a souligné que cette rencontre constitue un moment d'orientation, d'évaluation et un signal fort adressé aux équipes, tout en les exhortant à capitaliser les orientations majeures qui découleront de cette journée de travail. De son côté, le Chef de Division de Kinshasa Ouest, Léon Binyange Mikule, a qualifié la visite du Vice-Premier Ministre d'assurance et de bénédiction pour les services placés sous sa responsabilité. Il a rappelé que les divisions urbaines ont pour mission de garantir, d'assurer et de veiller au respect strict de la législation en matière de l'économie nationale. S'adressant aux agents et cadres de deux divisions, le Vice-Premier Ministre a insisté sur trois leviers essentiels pour améliorer l'efficacité du travail : un cadre de travail adéquat, le renforcement des capacités à travers la formation continue, ainsi que la modernisation des méthodes et instruments de travail. À l'issue de cette mission, le Vice-Premier Ministre a pris l'engagement, en collaboration avec le Gouvernement provincial, de mettre en œuvre les actions nécessaires afin d'améliorer les conditions de travail et de renforcer les performances des services pour une administration plus efficace et plus proche des citoyens, dans les meilleurs délais. Il a également appelé les agents à faire preuve d'un sens de responsabilité. «Je veux une division urbaine qui connaisse clairement son rôle, qui sache comment assister l'exécutif provincial et comment jouer pleinement son rôle de relais entre la province et l'administration centrale sur des missions précises».

Fait à Kinshasa, le 04 Juin 2026.  
Cellule de communication

## Le procès des généraux des FARDC ouvert à Kinshasa

**L**es chefs d'accusation sont graves : complot contre l'État, trahison, apologie du terrorisme, propagation de faux bruits, violation des consignes, désertion à l'étranger, détention illégale d'armes et de munitions de guerre parfois à leurs domiciles, incitation de militaires à la désobéissance, à commettre des actes contraires au devoir et à la discipline.

Des actes qui s'inscrivent dans un projet structuré visant à «détruire ou modifier l'ordre constitutionnel» au Congo. Le ministère public affirme que ce complot a impliqué plusieurs officiers supérieurs agissant de concert, notamment par des réunions clandestines et des échanges numériques. Au total dix prévenus appelés le jeudi 4 juin par la Haute Cour Militaire. En tête de hauts gradés quatre étoiles, le plus haut grade des Forces armées congolaises, FARDC, devant la barre de la Haute Cour Militaire : le lieutenant-général Christian Tshiwewe Songesha qui fut chef

d'état-major général des FARDC (4 octobre 2022-19 décembre 2024), le général d'armée John Numbi Tambo Banza (en fuite aussi démis de ses fonctions d'inspecteur général des FARDC), le général-major Maurice Nyembo Kufi, ancien directeur de cabinet du général d'armées, trois généraux de brigade (Chinyabuuma Kamukinde, John Ngoy wa Kabila, John Sangwa Muhemedi), trois colonels (Guy Mukombozi Zahinda, Pathy Sangwa Lumbu et Christophe Tshibangu Kenge). Outre un civil, Pascal Nyembo Muyumba, qui fut Directeur général du Centre d'Expertise, d'Évaluation

et de Certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses (CEÉC). Un nouveau procès qui vient allonger la liste des affaires judiciaires impliquant de hauts gradés et officiers généraux des Forces Armées Congolaises, dans un contexte d'agression armée menée contre le Congo par le Rwanda via la rébellion de l'AFC/M23. Si Numbi s'était exfiltré du pays dès 2021 à sa révocation comme inspecteur général des FARDC, cas assimilé à un acte de désertion, tous les autres galonnés étaient présents, en uniforme militaire, à cette première audience technique, à

l'exception de trois autres prévenus, dont le général Numbi. Le général Tshiwewe est au cœur de ce procès. Il lui est reproché d'avoir détenu illégalement un important arsenal militaire dans sa résidence de la Gombe à Kinshasa. L'acte d'accusation évoque «douze RPG-7, plusieurs fusils d'assaut AK-47, des milliers de munitions et des roquettes», détenus «sans titre ni droit». La Haute Cour accuse l'ancien chef d'état-major général d'avoir recruté et utilisé à des fins personnelles certains officiers supérieurs sans autorisation hiérarchique.

ALUNGA MBUWA ■

LA PRÉCISION DU FAIT  
LA RECHERCHE DU DÉTAIL  
LA PUISSANCE DU VERBE  
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER  
**international**

SINCE 1989

**Prenez-le dans les librairies du monde**

**Trouvez votre exemplaire à la fnac.com ou chez amazon.com**

**Quand un acteur politique majeur  
de l'intérieur dévoile les arcanes du pouvoir congolais**



Parution le 22 janvier 2026. Format 140x210 mm, 448 pages, 20€ TTC contact presse : Anne Testuz anne@atestuz.com tél : 0664190065  
Éd. © Le Cherche-Midi, 92 avenue de France, 75013, Paris seviceclients@lisez.com Composition : Facompo Dépôt légal : Janvier 2026 ISBN 978-2-7491-8537-8

# De lourds soupçons pèseraient sur Miguel Kashal Katemb limogé de l'ARSP

**D**es ordonnances signées par le Chef d'État portant nominations dans des entreprises publiques et des services de l'État ont été lues mercredi 3 juin dans la soirée au jt de la Rtcn, la Radio-télévision nationale congolaise. C'est la porte-parole du Chef de l'État, Tina Salama qui en a donné lecture.

Des nominations et des mises à l'écart de mandataires. Parmi ceux mis à l'écart, on compte le Directeur général de la très puissante Autorité de Régulation de la Sous-Traitance dans le secteur Privé, ARSP. Un établissement qui a vu le jour après des déclarations de désolation du Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo datant de 2019, dès le lendemain de sa prise de pouvoir, faites face au constat de pauvreté des jeunes entrepreneurs congolais éloignés des marchés publics au profit d'expatriés et sa décision de répondre à ce problème en promettant de créer des milliardaires congolais.

« Sous mon ère, j'aimerais voir la création de milliardaires congolais à la fin de mon mandat ». Pour réaliser cette vision, il s'est appuyé sur nombre d'outils. Tels le Programme National de Développement de l'Entrepreneuriat, PRO-NADEC, le Fonds de Garantie de l'Entrepreneuriat au Congo, FOGEC, l'Office de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises Congolaises, OPEC devenu Agence Nationale de Développement de l'Entrepreneuriat Congolais, ANADEC. Et l'ARSP.

Créé par un décret (n°18/019 modifié et complété par le Décret n°20/025 du 12 octobre 2020), l'ARSP est un établissement public qui a mission « de réglementer les activités de sous-traitance commandées par des entreprises privées donneurs d'ordre opérant



De g. à dr., Miguel Katemb Kashal, ex-Directeur général de l'Autorité de Régulation de la Sous-Traitance dans le secteur Privé, ARSP, et Adolphe Amisi Makutano, Président du Conseil d'Administration de l'Office de Gestion du Fret Multimodal, OGEFREM. DR.

dans tous les secteurs de l'économie nationale. Sa mission consiste à planifier, contrôler, concevoir et proposer des réformes en matière de sous-traitance dans le secteur privé ». L'établissement est chargé « de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des politiques nationales et sectorielles, des contrats de mise en œuvre de objectifs pour la réglementation des activités de sous-traitance privé. Dans son rôle de régulateur, l'ARSP constitue un outil important du Gouvernement de la République dans la mise en place de sa politique de diversification de l'économie nationale et de création des conditions favorables à l'émergence d'une classe moyenne d'entrepreneurs congolais ».

## LOURDS SOUPÇONS.

Avec Miguel Katemb Kashal, nommé Directeur général en novembre 2022, qui a pris ses fonctions le 25 novembre 2022, l'Autorité de Régulation de la Sous-Traitance dans le secteur Privé a-t-elle poussé trop loin ses pouvoirs ? L'établissement paraissait avoir noué des relations suspectes avec des firmes minières contre plusieurs centaines de millions de \$US. Une lettre documentée datée du 25 mai 2025 émanant du Collectif des agents et cadres de l'ARSP, accompagnée de plusieurs annexes dont des pièces comptables et adressée officiellement au ministre de l'Entrepreneuriat et Développement des Petites et Moyennes Entreprises avec copies à plusieurs autorités du pays (Président de la République, Président de

l'Assemblée nationale, Cheffe du Gouvernement, ministre d'État en charge de la Justice, Conseiller spécial du Chef de l'État en matière de sécurité et Coordonnateur du Conseil National de Sécurité, Procureur général près la Cour de Cassation, Procureur général près la Cour de Comptes, Inspecteur général des Finances-Chef de service de l'Inspection générale des Finances, Secrétaire général de la Cellule Nationale des Renseignements Financiers) et publiée dans des médias à l'étranger et dans les réseaux sociaux, fait part « d'une dénonciation des faits de mégestion et de détournement au sein de l'Autorité de Régulation de la Sous-Traitance dans le Secteur Privé, ARSP en sigle ».

La correspondance dénonce des retraits en espèces et via un cabinet d'avocats d'un total de 100.400.000,00 de \$US (cent millions quatre cents mille) entre 2023 et juin 2025. La question est de savoir quel usage un homme public normal peut faire avec une telle somme en espèces. Dans ce courrier est annexé une lettre datée du 23 décembre 2024, signée « Honorable Kashal Katemb Miguel », adressée au Directeur général de la firme MMG-Kinsevere (7409, av. de la Révolution, Lubumbashi, Haut-Katanga), un complexe d'extraction de cuivre et de cobalt à ciel ouvert exploité par le groupe international MMG, avec copie pour information au Directeur général de Sofibanque SA à Kinshasa-Gombe. La correspondance porte sur le « paiement de la redevance de 1,2% due à

l'ARSP ». D'autres dénonciations portent sur le non-paiement sur plusieurs mois des loyers et frais de fonctionnement des directions provinciales, le prélèvement des cotisations sociales sur les salaires des agents et cadres sans reversement à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, CNSS, le non-reversement à la Direction Générale des Impôts, DGI, des impôts retenus sur les rémunérations des agents et cadres - plus de 7 millions de \$US -, l'existence de comptes bancaires parallèles dans des banques notamment à la Sofibanque, l'attribution irrégulière de marchés publics à des entreprises des proches de la direction générale, etc. D'autres cas sont cités. Tel l'achat d'un immeuble-siège que l'ARSP aurait voulu acquérir non à 7 millions mais à 45 millions de \$US. Des dénonciations lourdes portées auprès des dirigeants du pays notamment par le Cabinet MK & Associés, ont-elles un lien avec le limogage de Miguel Katemb Kashal ? Existe-t-il un dossier devant les cours et tribunaux ? Mais cela n'a pas empêché l'ex-Directeur général de l'ARSP, dans un message sur son compte X (ex-Twitter @MiguelKashal), de dire ses « remerciements à Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, pour la confiance placée en (sa) modeste personne durant les trois années à la tête de la Direction générale de l'Autorité de régulation de la sous-traitance dans le secteur privé

(ARSP) ». Puis : « Nous réitérons notre loyauté envers la plus haute autorité du pays ainsi que notre soutien à sa vision pour l'émergence d'une véritable classe moyenne congolaise et le développement du contenu local. Nous souhaitons plein succès à la nouvelle équipe dirigeante dans l'exercice de ses fonctions ».

## LES MANDATAIRES NOMMÉS.

Miguel Katemb Kashal a été remplacé à la Direction générale de l'ARSP par Ted Beleshayi Kasanda, un expert-comptable et ancien inspecteur des finances, qui fut membre du cabinet du ministre des Finances Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuji (2021-2024). Les ordonnances lues mercredi 3 juin donnent la liste de mandataires nommés ou reconduits à leurs fonctions par le Président de la République. Ci-après :  
 ▶ Agence nationale du Médicament, ANAMED :  
 ■ DG : Paul Tshilumbu Kantola,  
 ■ DGA : Kalenga Kambelebe.  
 ▶ Office Congolais de Contrôle, OCC :  
 ■ PCA : Patrice Nowa,  
 ■ DG : Osumba Pierre,  
 ■ DGA : Christelle Mwabilu.  
 ▶ Autorité de Régulation de la sous-traitance dans le secteur Privé, ARSP :  
 ■ DG : Ted Beleshayi Kasanda,  
 ■ DGA : Felly Samuna.  
 ▶ Inspection générale de la Territoriale :  
 ■ Inspecteur général : Didier Mulolo Kanyimbu,  
 ■ Adjoint : Shomba wa Shomba.  
 ▶ Agence de Régulation et de Contrôle des Assurances, ARCA :

■ PCA : Jean-Marie Mukanya,  
 ■ DG : Alain Kaninda,  
 DGA : Fanny Bilelo.  
 ▶ Office de Gestion du Fret Multimodal, OGEFREM :  
 ■ PCA : Adolphe Amisi Makutano,  
 ■ DG : Olivier Tshibola Mukuma,  
 ■ DGA : Emmanuel Mayele Samba.  
 ▶ Fonds Minier pour les Générations Futures, FOMIN :  
 ■ PCA : Kala Mpinga,  
 ■ DG : Godard Motemona Gibolum ya Kambi,  
 ■ DGA : Eugène Bunga Muke.  
 ▶ Direction Générale des Impôts, DGI :  
 ■ DG : Barnabé Muakadi Mwamba,  
 ■ DGA (Questions administratives) : Bobine Muderwa,  
 ■ DGA (Questions fiscales et réformes) : Maurice Kabwa Kalumba.  
 ▶ Direction Générale des Corridors de Développement Industriel, DGCDI :  
 ■ PCA : Sébra wa Mpoyi wa Mpoyi,  
 ■ DG : Dieudonné Kalombo,  
 ■ DGA : Judith Kabemba Elenga.  
 ▶ Agence des Zones Économiques Spéciales, AZES :  
 ■ PCA : Joséphine Mbombo Mesu,  
 ■ DG : Bolanda Menga Auguy,  
 ■ DGA : Hyppolite Mado-go Mbwizia.  
 ▶ Agence Nationale de Développement de l'Entrepreneuriat Congolais, ANADEC :  
 ■ PCA : Maguy Rwakabuba Ribagiza,  
 ■ DG : Godefroid Kizaba,  
 ■ DGA : Matthieu Tshimbumbu.  
 ▶ Agence pour la Promotion des Classes Moyennes Congolaises, APROCM :  
 ■ PCA : Bilonda Lubangi Okito,  
 ■ DG : Pascal Tchelo Mazombo,  
 ■ DGA : Belinda Lutandila.  
 ▶ Fonds de Garantie de l'Entrepreneuriat au Congo, FOGEC :  
 ■ PCA : Évariste Mukanya Katanga,  
 ■ DG : Luto Nzolantima,  
 ■ DGA : Okana Ntiwa Ntiawi.  
 ▶ Office National de l'Identification de la Population, ONIP :  
 ■ PCA : Aristide Bulakali Mulunganya,  
 ■ DG : Marcellin Basengezi Mukolo,  
 ■ DGA : Sumanza Koy,  
 ■ DGA (Adm et finances) : Eugénie Kibaliyam.

D. DADEI ■

# Kin-kiey et Masangu rappellent un homme à la mémoire des Congolais

**N**Gouvou - l'ancien Gouv' de la Banque Centrale - le connaissait. Ils venaient d'une même circonscription électorale - le même territoire - Malemba-Nkulu, Haut Lomami, l'espace Grand Katanga. Jean-Claude Masangu Mulongo faisait tout pour qu'autant que possible, personne ne sache rien de ce lien fraternel qui l'unissait avec celui qui fut l'homme fort du régime Mobutu finissant, qui reçut, sans que personne ne sache comment et pourquoi, la présidence du parti présidentiel jadis parti unique, le parti-État, le Mouvement Populaire de la Révolution, MPR.

Peut-être, Masangu voulait consolider une image publique : un homme au centre, qui parle avec tout le monde, de droite ou de gauche, de quelque souche que ce soit. C'est lui qui fut à l'origine - le co-fondateur du parti de Baudouin Banza Mukalayi Nsungu, l'UDCO, l'Union pour le Développement du Congo. En interne, tout était connu au point où, à la mort de Banza, à 63 ans, le 14 mai 2016, la présidence de l'UDCO lui revint. Tryphon Kin-kiey Mulumba est un ami du N'gouvou Masangu. Sous les régimes Mobutu et Kabila fils, ils se voyaient souvent, au pays et à l'étranger, partageaient un repas, parlaient de tout, mais rarement de politique. Sous Kabila fils, Kin-kiey prend part à des réunions à la résidence de Masangu où se retrouve l'élite politique. L'enjeu? La nomination du premier ministre qui arrive à pas de géant, poste que les membres de l'élite veulent travailler pour être confié à Masangu. Mais l'affaire tourne vite court quand des proches de Kabila fils sont mis au courant.

Jeudi 28 mai 2026, à la commémoration



Baudouin Banza Mukalayi (2 janvier 1953-14 mai 2016). DR.

des 10 ans de la mort de Banza, choisis par Alinka Banza, la fille de Banza, Kin-kiey et Masangu se retrouvent dans l'une des salles achevées du Fleuve Congo Hôtel à Kinshasa. Sur un même pupitre, ils évoquent la mémoire d'un homme qu'ils avaient connu tous les deux sans qu'aucune occasion n'ait permis qu'ils se retrouvent un jour à trois.

## DE 7 MOIS SON AÎNÉ .

« Banza Mukalayi fut mon aîné de 7 mois. Il était un ami de ma famille et j'ai eu à faire sa connaissance dans les années 1987 et, tout de suite, nous avons sympathisé. C'est ainsi que dans son combat politique, je l'ai soutenu sans relâche et jusqu'au bout de 2003 à 2016. Et à son décès, j'ai eu à le succéder à la tête de son parti politique », témoigne Masangu en ouvrant le bal. Il a passé « 33 ans de carrière politique à de très hautes fonctions. Rien d'étonnant qu'il soit qualifié d'homme politique stratège et expérimenté. Au vu de la manière dont il trouvait des solutions aux problèmes qui lui étaient confiés et aux défis qu'il devait relever, il était bien plus qu'expérimenté. Oui, il était un homme d'État épris de justice et d'équité, travailleur acharné et consciencieux qui s'est battu jusqu'au bout pour le développement y Congolais ».

« À dire vrai, à Kinshasa, reprend

Kin-kiey, succédant au pupitre laissé par Masangu, un homme, un jeune né le 2 janvier 1953, parti le 14 mai 2016, un homme apparemment ordinaire que Mobutu découvre on ne sait comment, on ne sait par quelle magie, certainement par la seule magie du Maréchal, cette magie-stratégie qui a tant marqué le Maréchal - il faut le reconnaître pour l'Histoire - par le casting au point qu'il a fait tant d'années à la tête de ce pays qu'il quitte du fait de la maladie qui l'a terrassé (« Voilà que les ennemis de notre peuple choisissent le moment où je suis terrassé par la maladie pour me poignarder dans le dos », j'étais là, ce jour-là, le 17 décembre 1996, face à lui, en pleurs, dans sa modeste maison du Camp Tshatshi, alors qu'il venait d'atterrir) - et le monde venait de changer fondamentalement de paradigme avec la fin de la guerre froide, et qu'une délégation américaine de haut rang, réunissant tous les Services, dépêchée par la Maison Blanche, venait de lui faire les adieux de la Grande Amérique. Car Mobutu était un homme de la guerre froide qui marquent les années d'absence d'affrontement direct entre les deux super-puissances ».

« Il m'invitait souvent à son appartement sur une sorte de rez-de-chaussée surélevé sur l'une des avenues proches du Memling où il vivait seul. On

parlait tellement et tellement, de tout et de rien... On était tellement bien qu'il me demandait parfois de lui faire telle analyse si le lendemain Mobutu attendait une réponse de lui sur cette question-là. Et Baudouin - comme j'ai fini par l'appeler - prenait note. Un homme tellement humble, tellement simple, tellement ouvert, tellement plein d'humour, tellement puissant sous Mobutu finissant dont il était le Vice-président du parti, le MPR, le parti unique. Cet homme qui m'a précédé ce jour-là, 17 mai, par la pirogue en traversant le fleuve pour la ville d'en face quand les hommes de Laurent-Désiré Kabila s'apprêtaient à prendre la ville. Qui m'a précédé? Pardon ! Qui nous a précédés - Vunduawe Te Pemako accompagné, Tshimbombo Mukuna et moi-même - par la pirogue. Plus tard, j'apprendrai - j'ignore si c'est vrai - que l'un de ses gardes du corps lui avait fait tant mal avant qu'il n'embarque... Ce soir-là, moi, j'ai pris le chemin de l'Europe - l'ambassadeur d'Allemagne, un grand ami, Klaus Bönnehan, m'avait conseillé de lui remettre mon passeport plusieurs mois avant - passeport que j'ai retiré ce jour-là muni du visa allemand, devant Vunduawe et Tshimbombo. Baudouin me dira plus tard, à notre retour à tous au pays, au lendemain du Dialogue inter-congolais,

quand on se mit à nous raconter des histoires, comment il avait souffert des mois et des mois à errer dans des pays d'Afrique de l'ouest... Au retour au pays, nous avons formé, à l'issue des premières élections législatives sans doute les plus ouvertes de l'époque, un Groupe parlementaire - le Groupe Parlementaire des Indépendants - que j'ai présidé. Quelques noms dans ce groupe : Modeste Bahati (questeur à l'Assemblée nationale), Athanase Matenda Kyelu (ministre des Finances), Alexis Thambwe Mwamba (que nous ferons nommer - Bahati et moi - ministre des Affaires étrangères), Raymond Tshibanda (qui deviendra ministre des Affaires étrangères), Christophe Mbozo N'kodia (qui restera député), etc., et moi-même, qui deviendra, après une législature, ministre des PTN-TIC, puis ministre des Relations avec le Parlement ».

« Banza ? Président de l'UDCO, il s'est retrouvé notamment comme ministre des Mines et de l'Énergie, ministre de la Coopération Internationale, ministre de la Jeunesse et des Sports, de la Culture et des Arts, etc. Nous nous sommes retrouvés dans deux Gouvernements : sous Likulia et sous Matata. Il avait aussi été Président du Conseil d'Administration de l'INSS (aujourd'hui CNSS). Il était tellement heureux d'être nommé à ce poste dans un établissement public à caractère technique et social doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Il me disait toute sa joie. « Tryphon, maintenant, je vais avoir le temps d'écrire », me répétait ce diplômé en langue et littérature française à l'UNAZA, campus de Lubumbashi, qui deviendra journaliste du journal Mjumba. Je crois qu'il m'a remis deux ou trois exemplaires dédiés de nombre de ses essais politiques... J'en citerai six qu'il publiait toujours chez son éditeur

favori L'Harmattan: Les mots récurrents; Rd Congo : le 30 juin 2005, ça passe ou ça casse ? ; Ma vérité sur le Maréchal Mobutu et sur la transition démocratique au Zaïre ; Kinshasa Bangalore, vingt jours de méditation sur soi et sur l'avenir de la RDC ; Conviction et Espérances pour la République Démocratique du Congo: verbatim 2008-2014; Itinéraire d'un homme politique dans le Congo d'aujourd'hui. Dans celui-ci, il parle de sa santé, du poids psychologique que représente la maladie, de ses voyages à l'étranger pour des soins médicaux ; il parle de la mort ».

## ET NOTRE MÉMOIRE?

Puis : « Culture, Mémoire et Conscience nationale », le thème qui m'a été donné pour développer. Culture, Mémoire et Conscience nationale, trois mots qui sont étroitement liés, et que nul ne saurait séparer en aucun cas... Je cite cette phrase d'un auteur européen majeur : « La Culture c'est la mémoire du peuple ». La mémoire éveille la conscience. La Culture (mode de vie, valeurs sociales, savoirs collectifs, etc.) c'est la mémoire (capacité biologique et psychologique d'enregistrer, de stocker, de restituer des informations) que nul ne saurait effacer et ce que nul ne saurait effacer fait émerger la Conscience (capacité psychologique d'un individu à percevoir sa propre existence, ses états internes et le monde qui l'entoure), la Conscience individuelle de l'être, la Conscience de l'homme, la Conscience d'une Communauté, d'une société, la Conscience d'une Nation, ce qui est appris, et se transmet de génération en génération. La conscience s'appuie sur la mémoire pour construire l'identité personnelle à travers le temps. Elle intègre également la culture pour forger les valeurs morales et les représentations du monde propres à chaque

individu ». Et, « qu'en est-il de la Culture dans notre pays ? Que fait-on pour la faire exister et la faire perdurer, la faire éterniser, afin qu'elle devienne quelque chose que nul ne saurait jamais effacer ? Parle-t-on dans notre pays de ceux qui ont vécu, qui ont connu des choses, ont expérimenté des choses, ont produit des choses, ces ancêtres qui nous ont précédés, ceux qui ont vu qu'ici, on ne peut pas mettre son pied, là, oui, ce qui permet d'avancer, et d'atteindre des objectifs? Existe-t-il dans notre pays une Mémoire collective écrite? En connaît-on des livres? Si oui, où se trouvent-ils ? Comment se trouvent-ils? Sans Culture, sans Mémoire, sans Histoire, comment ferait-on naître la Conscience nationale? On dit : qui ne connaît son histoire s'ignore totalement. Enseigne-t-on dans nos écoles Simon Kimbangu, Paul Panda Fernana, Ota Benga, Joseph Kasavubu, Patrice Lumumba, Joseph Mobutu, Étienne Tshisekedi, Laurent Kabila, Antoine Gizenga, Pierre Mulele, Cardinal Malula, ou ces dames, telles Kimpa Vita, Lihau Kanza? Le Congo n'a-t-il pas d'hommes et de femmes de référence pour qu'on enseigne dans nos écoles même de brosse et qu'on interroge nos enfants sur ces figures qui ont marqué le monde tels Charlemagne, Charles de Gaulle, Jeanne d'Arc, Voltaire, Jean-Jacques Rousseau, Napoléon Bonaparte, Victor Hugo, Jean-Paul Sartre, Léonard de Vinci, Albert Einstein, Catherine de Médicis, Descartes. Ne faut-il pas que nos classes parlent de nous-mêmes, vantent ce que nous sommes? Certes, il faut qu'avant les Historiens plongent dans nos racines, en recèle le scellé, le camouflé, l'éclipsé, pourquoi pas le soustrait, le torpillé... Car le fond des abysses cache des vérités à découvrir », conclut Tryphon Kin-kiey Mulumba.

D. DADEI ■

# L'introuvable Kinshasa invivable

## Tout est chaos, tout est Enfer, l'incompétence des autorités de la ville mais pas elles seules

**U**ne ville de Kinshasa qui compte plus de 6 millions de motocyclettes et leurs «Wewa», ces mototaximen qu'aucune autorité ne saurait réglementer. Environ 3 millions de véhicules automobiles pour la plupart dans un état déplorable! Chiffres communiqués par le gouverneur de la ville Daniel Bumba Lubaki qui glacent le sang mais qui datent d'un an. Qu'en est-il depuis dans les rues et avenues de cette ville-capitale de ces moyens de transport qui se déversent chaque jour dans le désordre absolu dans ce que jadis on appelait fièrement «Kin-la belle» désormais «Kin-l'Enfer»? Finalement, existe-t-il une solution à ce bordel routier quotidien, à ces embouteillages qui étouffent toute vie à Kinshasa?



À Kin, l'incroyable nombre de véhicules et de motos qui prennent la route et l'absence de voies créent le chaos. DR.

«Il n'est pas exagérer d'avancer une estimation de 4 à 5 millions de véhicules dont 86% ont plus de quinze ans et dix millions de motos», confie au Soft International un expert de la Commission Nationale de Prévention Routière, CNPR. Et ce, pour 1.006 kms de routes asphaltées dont 75% en total délabrement, en clair, infréquentables, sur une voirie d'un linéaire de 3.991 kms. En clair, la longueur totale du réseau routier ou des voies de circulation empruntables à Kinshasa serait de 1000 kms sur près de 4.000 kms...

### C'EST L'ENFER.

Mars 2024, le Directeur général de l'Office des Voiries et Drainage, OVD, Victor Tumba Tshikela, déclare que son service ne considèrerait que 700 kms de routes revêtues pour la capitale dont 200 jugés prioritaires repris dans un projet pluriannuel de financement du gouvernement. Il

faut donc corriger : pour 4.000 kms de voies routières existantes (disons espaces routiers) à Kinshasa, l'OVD ne prendrait en charge que 200 kms ! 200 kms sur lesquels s'entassent chaque jour 4 à 5 millions de véhicules! Tous les composants d'un cocktail explosif réunis pour rendre impossible de circulation une mégapole de 17,8 millions d'habitants. Aller à Kinshasa d'une commune à l'autre ou d'un coin à l'autre, c'est transformer les trajets non en épreuve de patience mais en casse-tête. Mieux en Enfer. Un fait à retenir à Kinshasa : trop de véhicules individuels ou personnels, des camionnettes de transport de passagers dans un état déplorable, d'énormes véhicules de transport de fuel ou de matériaux de construction se disputent chaque minute un passage à Kinshasa pour être et survivre. La ville-capitale ne dispose d'aucun moyen de

transport en commun. Le projet TransCo lancé en janvier 2013 avec grand bruit par « l'homme de la bonne gouvernance » - le premier ministre Augustin Matata Ponyon Mapon désormais opposant - est l'ombre de lui-même (tout comme son autre projet Congo Airways introuvable...). Trop de véhicules tombés en panne, abandonnés pour la vie sur la voie publique et souvent au milieu de la voie de circulation. Il n'y a pas de structure de contrôle technique des véhicules qui donne le go head à ceux-ci. Ni aucune fourrière où des véhicules, des voitures, des motos, doivent être conduits et gardés par les services municipaux après avoir été saisis, stationnés en infraction ou un service de police pour ce faire. Comment des véhicules en total état de délabrement exposés sur des sites à l'étranger peuvent avoir été achetés et importés à Kinshasa?

Et ce n'est pas tout. Trop de routes abîmées. Pourquoi n'entretient-on pas les voies de circulation dans la ville-capitale ou n'en construit-on pas de nouvelles et laisse-t-on les automobilistes s'escarper jour et nuit sur des voies pitoyablement encombrées? Certes, il y a le projet des Rocades Sud-Est et Sud-Ouest qu'érige le programme sino-congolais, mais quand ce projet verra-t-il le jour, et quel problème règlera-t-il, quand ces Rocades sont si éloignées du centre des affaires, là où les Kinois s'affrontent et qui, pour exister, doivent traverser de bout et bout le boulevard du 30 juin, le cœur de la ville, ce qui est un défi quotidien? Trop de marchés déversés sur la voie publique rendent impossible la mobilité. Trop de tas d'immondices, trop d'odeurs nauséabondes au point où les Kinois ne savent pas où tenir et comment tenir son

nez! Où sont les services d'assainissement de la ville, ces infrastructures qui gèrent les eaux usées (domestiques et industrielles), les eaux pluviales et les déchets solides, préservent la santé publique, protègent l'environnement, préviennent les inondations? Comment vivre dans la capitale congolaise? Pourquoi ce qui est ailleurs, dans d'autres villes du pays, comme Lubumbashi, Kolwezi, Goma, etc., et dans des villes africaines, n'est pas à Kinshasa? L'incompétence des autorités de la ville mais pas elles seules! Comment peut-on logiquement comprendre que des tas de véhicules se déversent chaque jour dans la capitale là où il n'existe aucune hypothèse de circulation automobile? Quelle (s) autorité (s) laisse (nt) venir et entrer tant de charrois dans la ville où on assiste désormais à un incroyable phéno-

mène avec dans chaque parcelle trois ou quatre véhicules entassés s'ils ne sont pas garés sur la voie publique? Comment qualifier ce phénomène? Ne s'agit-il pas d'un cas d'irresponsabilité politique avéré? Que font les services de police? De quoi s'occupent nos procureurs? Et les élus locaux ou nationaux? Comment expliquer que la capitale se soit tant détériorée, soit devenue à ce point invivable sans que nul au niveau politique local ou national n'ait rien vu venir et n'ait rien pu faire? Comment envisager une vie demain dans cette ville-capitale si celle-ci est déjà invivable aujourd'hui? Quelle image laisserons-nous à nos enfants et à nos arrière-enfants? Les dirigeants avaient-ils été à la hauteur de quelque chose? Le trop minable et médiatisé programme «Kin Ezo Bonga» de Daniel

(suite en page 8).

# Et si on s'inspirait de ce qui se passe au Texas

(suite de la page 7).

Bumba Lubaki qui voulait certainement faire effacer « Kin propre » de son prédécesseur Gentiny Ngobila Mbaka n'avait-il eu d'effets que sur les finances publiques? Au moins, sous « Kin propre », la ville avait été sortie de la liste de 25 villes les plus sales du monde, se rappelle un membre du cabinet du ministre des Finances. Le ministre Doudou Roussel Fwamba Likunde Li-Botayi s'en est ouvertement exprimé allant jusqu'à suggérer, afin qu'aucun Congolais n'en ignore rien, que l'Hôtel de ville n'avait jamais sorti un seul centime pour la réhabilitation d'une seule voie de circulation de la capitale. Des dépenses toujours au galop pour des résultats inexistantes au point que l'argentier national a pensé pouvoir gérer lui-même certains chantiers.



États-Unis, Texas, Houston-Katy. La circulation automobile par ponts aériens surélevés qui désengorge. DR.

## DES PROJETS SANS DÉBUT QUELCONQUE.

Hier « Kin-la-Belle » sous Mobutu - Kinshasa est désormais une ville qui ne saurait être visitée par aucun touriste. Le Président de la République, dans son dernier discours sur l'état de la Nation, avait parlé d'une ville dans l'état cra-paudière. Peut-on dire mieux? Oublie-t-on ce que la Constitution, en son art. 53 écrit? « Toute personne a droit à un environnement sain et propice à son épanouissement intégral. Elle a le devoir de le défendre. L'État veille à la protection de l'environnement et à la santé des populations ». Selon l'Organisation mondiale de la Santé, OMS, Kinshasa aurait pu être placée sous état d'urgence ou de siège. Avec un volume de 2.5 des Particules Matter, l'unité des mesures de dangereuses matières microscopiques solides ou liquides en suspension dans l'air, la capitale a une mauvaise qualité de l'air qui contient des particules très fines nuisibles à la santé humaine, lesquelles investissent les voies respiratoires et causent de sérieux dégâts cardiovasculaires. Depuis octobre 2025, l'OMS a mis la ville à l'index. Début 2026, cette fois, c'est la firme spécialisée suisse QAir qui s'inquiétait que l'indice de qualité de l'air ait atteint 201, un niveau

qualifié de très malsain selon les normes internationales. Et, selon l'OMS, les très fines particules qui flottent dans l'air ambiant résultent des activités humaines, essentiellement la circulation routière mais aussi les industries manufacturières, etc. Selon une étude scientifique publiée en 2023, 7.800 tonnes de déchets solides municipaux sont produites chaque jour à Kinshasa. Plus de deux ans après, la barre symbolique de 10.000 tonnes de déchets/jour pourraient avoir été largement dépassée. Pis, le principal site de traitement et enfouissement dans la banlieue est, commune de la N'sele, à plus de 40 kms du centre-ville, fait l'objet d'une guerre de propriété entre l'Hôtel de ville et une influente dame. Reste que les projets n'ont pas manqué. Le ministère national l'Environnement, du Développement durable et de la Nouvelle économie du climat a revu la politique nationale d'assainissement en intégrant la lutte contre le réchauffement climatique, les mécanismes spécifiques visant à réduire toutes les formes de pollution, notamment celle de l'air. Mais, à ce jour, aucune mise en application. Problème? L'absence de coordination entre différents ministères impliqués dans la pro-

blématique de la pollution. Sont intéressés le ministère des Transports, Voies de communication et Désenclavement, ceux de l'Intérieur, du Commerce, de la Santé. Il va donc falloir attendre... Grâce à la coopération française, en août 2015, la ville fut dotée d'un Plan Particulier d'Aménagement (PPA) dans sa partie nord ainsi que d'un Schéma d'Orientation Stratégique de l'Agglomération Kinois (SOSAK) qui furent rendus publics. Mais depuis, pas un début de commencement. Le Programme des Nations unies pour le développement, PNUD, qui avait déjà prévenu dans une étude en 2013 que Kinshasa sera impraticable à l'horizon 2025, offre à présent à la capitale d'utiliser ses centaines de tonnes des déchets en inputs pour l'énergie électrique qui fait tant défaut à la capitale. D'après le rapport du PNUD intitulé « Quelle seconde vie donner aux excréments humains », il est possible de créer de l'électricité à partir de fosses septiques grâce à un procédé appelé méthanisation. Les bactéries décomposent les matières fécales et produisent du biogaz (composé principalement de méthane). Ce gaz est ensuite brûlé dans un moteur à cogénération pour alimenter une génératrice électrique. Les vieilles communes

de Barumbu, Lingwala, Kinshasa ou encore le quartier coupe-gorge de Kingabwa qui ont la particularité de compter en chapelets des parcelles surpeuplées avec des fosses septiques hors usage peuvent donc en tirer profit. Le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo en a visiblement pris la mesure après sa dernière visite du site du marché central appelé Zando. Une grande enclave de porcherie dominée par des Ruwenzori d'immondices... Il a en direct déchargé Daniel Bumba Lubaki de certaines responsabilités de la ville liées notamment à l'assainissement après avoir sermonné publiquement un homme poussé dans le tréfonds d'opinion favorable. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a confié la charge à une task-force des FARDC, les Forces Armées Congolaises, chapeauté par un galonné qui a déjà fait ses preuves avec le Service National. Une décision ovationnée par une large frange de l'opinion dans la capitale, à lire les réactions sur les réseaux sociaux. Tous les regards sont désormais tournés vers le lieutenant-général Jules Kasongo Kabwik. Le cas de la ville-capitale est tel qu'il émeut à l'étranger. Chercheurs à l'Université libre de Bruxelles, Eléonore Wolff et Virginie Delbart

citent Kinshasa parmi les mégapoles africaines qui grossissent chaque année sans savoir comment accueillir leurs nouveaux habitants. « Kinshasa est la plus folle », avisent-ils. La capitale congolaise, troisième ville d'Afrique en démographie, est une cité-État à l'administration fantôme, sur laquelle nul n'a de véritable emprise. Même Google Maps est déboussolé. Les chercheurs disent avoir recours à des images satellitaires pour esquisser les grandes lignes de la morphologie de ce monstre. Quelles solutions à ces grands axes qui relient les communes, les commerces, les habitudes quotidiennes, et où se concentrent des mouvements? Pourquoi les hommes politiques congolais qui aiment tant l'étranger ne reviennent-ils pas au pays avec des solutions que d'autres pays dans le monde ont trouvées et ont su appliquer chez eux? Tel le cas du Texas, cet État du sud des États-Unis qui a ses merveilles d'ingénierie. Dans cet État à la frontière du Mexique - qui n'est qu'un exemple parmi d'autres -, des déplacements se déroulent sans escale ou sans freinage, l'automobile passe plus de temps en l'air et ne glisse que sur des ponts et des routes surélevées, qui rappellent nos « sauts-de-mouton ». Les autoroutes - les

«highways» - sont dotées d'immenses échangeurs à plusieurs niveaux, qui sont des espaces de circulation interdits aux piétons et aux cyclomoteurs, disposent de plusieurs voies, rapides (express), moins rapides. Au conducteur de choisir la voie qu'il veut emprunter selon qu'il est pressé ou non. Et d'en payer le prix... Dès lors que l'immense boulevard Lumumba qui traverse quatre communes de la ville est, comme la route de Matabidi, l'un des axes névralgiques et les plus encombrés de Kinshasa, où les conducteurs s'étouffent comme nulle part avec son flux constant de véhicules, de camionnettes, de motos, de «long véhicules» qui est néanmoins un maillon important du réseau de circulation, qui tient la ville en vie économiquement, une ligne de vie qui alimente constamment l'économie et l'existence de la ville, qu'attend le gouvernement dont c'est le rôle clé pour jeter un pont le long du fleuve, entre la première gare à la Gombe et l'aéroport international de N'djili? Quel investisseur ne serait pas tenté par un tel projet en faisant récupérer ses fonds par le système de péage et quel Kinois hésiterait à mettre 5 \$US pour traverser la ville par une voie express? Tout n'est-il pas intelligence? **D. DADEI ■**  
**POLD. L. MAWEJA ■**

# À la Vice-Primature en charge de l'Économie nationale, le CSPPP certifie 43,7 millions de \$US de PMAG pour le premier trimestre 2026



À la réunion de certification des pertes et manques à gagner des sociétés pétrolières, de g. à dr., le Directeur de cabinet adjoint, Théo Nana, le Directeur de cabinet, Albert Kasongo, le Secrétaire général, Abolia Taba Mopolo. DR.

**C**ommuniqué de presse n°132/2026. Le Comité de Suivi des Prix des Produits Pétroliers (CSPPP) a procédé, les jeudi 28 et vendredi 29 mai 2026, à la certification des Pertes et Manques à Gagner (PMAG) des sociétés pétrolières opérant en République démocratique du Congo pour le premier trimestre (T1) de l'exercice 2026 dans les quatre zones de consommation du pays notamment Ouest, Sud, Est et Nord. Ces

travaux de certification ont permis de valider un montant global des pertes et manques à gagner dans la zone Ouest de l'ordre de 35.411.475.66 \$US. Par contre la zone Sud a réalisé des pertes de 3.951.278.69 \$US alors que celles de l'Est s'est située à 3.641.321.98 \$US et du Nord à 727.491.06 \$US. Ces résultats négatifs intervenus principalement au mois de mars 2026 sont tributaires aux effets de la guerre qui oppose l'Iran à Israël et aux États-Unis d'Amérique.

Les échanges ont également porté sur les effets des mesures prises par le gouvernement pour gérer la crise pétrolière tout en assurant l'approvisionnement régulier du pays en produits pétroliers. S'agissant de la problématique des pertes et manques à gagner subis par les sociétés pétrolières depuis le mois de mars 2026, le Gouvernement a soutenu l'idée de l'octroi des avances sur

(suite en page 10).



Vue de la réunion des membres du Comité de Suivi des Prix des Produits Pétroliers (CSPPP) tenue les 28 et 29 mai 2026. DR.



MINISTÈRE DE L'ECONOMIE NATIONALE

**Certification de 43,7 millions de \$US de PMAG**



Vue de la réunion des membres du Comité de Suivi des Prix des Produits Pétroliers (CSPPP) tenue les 28 et 29 mai 2026. DR

(suite en page 9).

PMAG payées grâce à la mobilisation des recettes des stocks de sécurité pour préserver la fluidité de la chaîne d’approvisionnement des sociétés pétrolières.

Le Coordonnateur du CRP a également rappelé l’engagement du Vice-Premier Ministre, Ministre de l’Économie nationale, Daniel Mukoko Samba, qui a renforcé les équipes chargées du suivi de la collecte des

ressources parafiscales destinées à financer les remboursements des pertes et manques à gagner. Les représentants du secteur privé ont, pour leur part, salué la qualité des travaux réalisés. Le Président de la Commission nationale des hydrocarbures de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), Ali Mamina, s’est déclaré satisfait du processus de certification. « Il n’existe pas de certification parfaite, mais nous saluons le travail accompli ainsi que l’esprit de concertation qui a prévalu tout au long des échanges », a-t-il déclaré. Ces travaux ont réuni les représentants des sociétés pétrolières Engen, Cobil, Lerexcom, SEP

Congo, TotalEnergies, GPDPP, SPSA Cobil, Mulykap, United Petroleum, Congo Petrole, Kin Gaz et Forage, SOCIR et SOGAZ, ainsi que les délégués de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), de la DGDA, de la Présidence de la République, de la Primature, du ministère des Hydrocarbures, du ministère des Finances et d’autres institutions concernées.

Fait à Kinshasa, le 29 mai 2026  
Cellule de communication.



Vue de la réunion des membres du Comité de Suivi des Prix des Produits Pétroliers (CSPPP) tenue les 28 et 29 mai 2026. DR



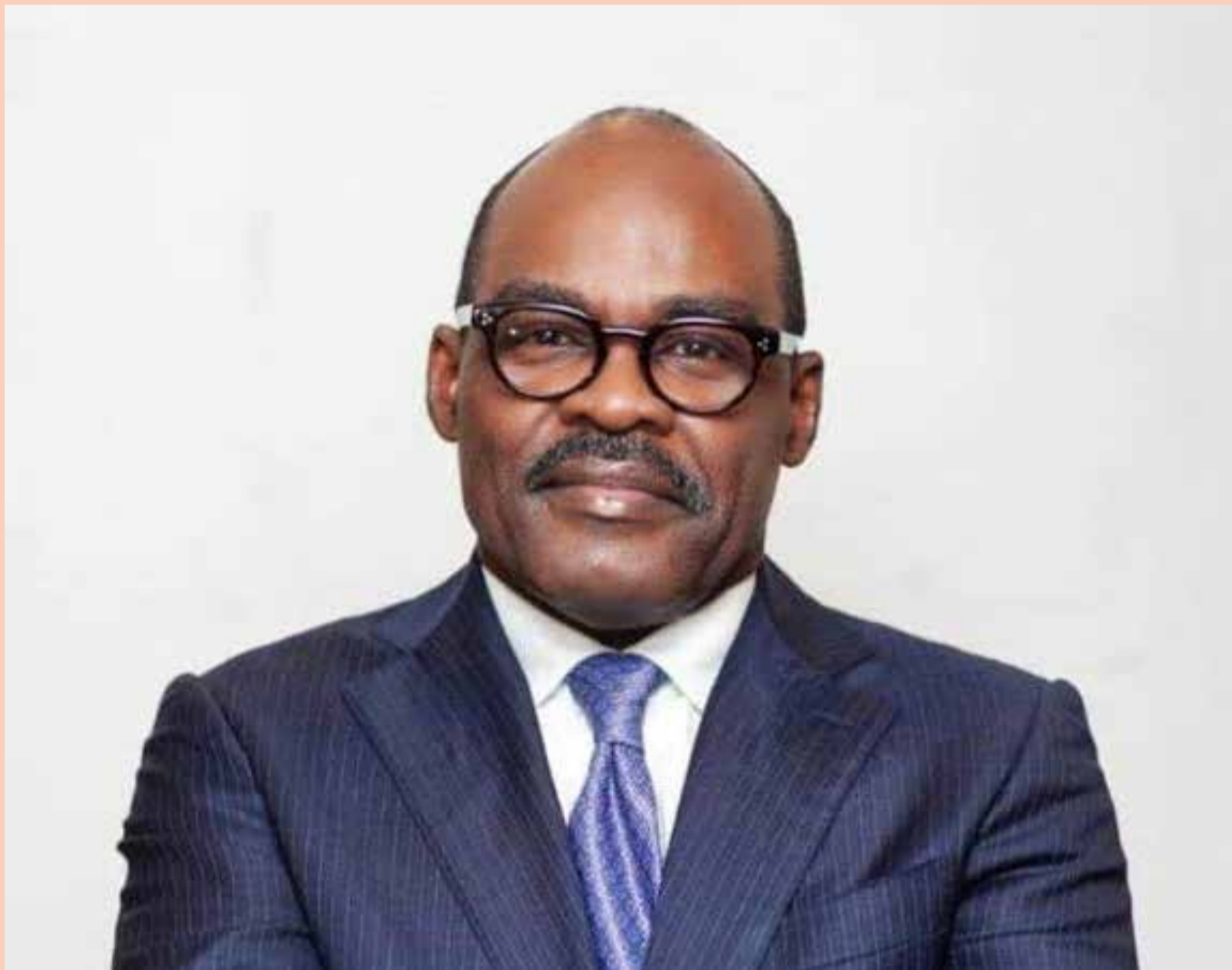
MINISTÈRE DE L’ÉCONOMIE NATIONALE

# Nicolas Kazadi voulait technocratiser son parti l'Udps

**P**ar-delà les controverses et les batailles politiques inhérentes à toute gestion publique, un fait demeure difficile à ignorer : au ministère des Finances, Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuzi aura été l'un des rares responsables politiques à avoir tenté de bâtir, au sein de l'UDPS-Tshisekedi et de sa mosaïque alliée, une véritable base technocratique capable d'accompagner durablement l'exercice du pouvoir.

Lorsque le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo le nomme en avril 2021 à la tête de ce ministère stratégique, le contexte est particulièrement difficile. Le pays sort à peine des secousses économiques liées à la pandémie de Covid-19, les finances publiques sont sous tension et les attentes populaires sont immenses. Mais au-delà des chiffres et des réformes budgétaires, l'ancien ministre semble avoir compris une autre urgence : préparer une nouvelle génération de cadres politiques et techniques capables de porter durablement la vision du Chef de l'État.

Contrairement à certaines caricatures mensongères véhiculées dans l'espace public lorsqu'il s'agit de l'UDPS, l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social, son entourage ministériel ne reposait ni sur une logique tribale ni sur un repli communautaire. Son cabinet rassemblait des jeunes issus de presque toutes les provinces du pays, avec des profils variés : techniciens des finances publiques, économistes, communicateurs, juristes, militants du parti, cadres des organisations de jeunesse ou encore jeunes professionnels venus des administrations publiques et du secteur privé. Cette diversité reflétait une conviction forte : la compétence et l'engagement devaient primer sur l'origine. Sous son impulsion, le



Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuzi, ministre des Finances (2021-2024). DR

cabinet du ministère des Finances est devenu bien plus qu'une simple structure administrative. Il a servi d'école politique et technocratique pour de nombreux jeunes cadres de l'UDPS et des partis alliés. Plusieurs d'entre eux ont ensuite émergé sur la scène nationale à l'occasion des élections de 2023.

#### UNE ÉCOLE DES CADRES.

Parmi eux figure Flory Mapamboli Posa, élu député national sur la liste UDPS-Tshisekedi dans la circonscription de Kasongo-Lunda, l'une des plus vastes du Congo, dans la province du Kwango. À 33 ans, il fut conseiller du ministre des Finances en charge de la Trésorerie, tout en assumant pendant deux ans les fonctions de Président a.i. du Comité de Suivi de la Paie des agents et fonctionnaires de l'État (CSP). Flory Mapamboli Posa est membre des Forces grises, une association de membres de l'UDPS qui réunit de jeunes professionnels prometteurs, à l'instar de Ted Beleshayi Kasanda ou Mireille

Mwilarhe Mushamuka. Diplômé en sciences commerciales et en sciences de gestion de l'ISP-Gombé et de la Haute École de Commerce de l'Université de Liège, Flory Mapamboli Posa avait construit une solide expérience dans le secteur privé. Il a travaillé chez Vodacom Congo entre 2015 et 2019. Il rejoint ensuite Vlisco Congo avant d'être rappelé en 2021 par Vodacom Congo comme Statutory and Vodacash Accounting Manager. Une fonction qu'il n'occupera finalement pas, étant simultanément appelé à servir au ministère des Finances. Aujourd'hui, ses prises de parole au sein de l'hémicycle sont distinguées et respectées. Jean Paul Boketshu Bofili. Ancien cadre de l'UDPS, originaire de Basankusu. À 47 ans, cet ancien haut fonctionnaire du PNUD et de la Commission Économique pour l'Afrique à Addis Abeba fut l'Economist Principal (Chief Economist) du cabinet des Finances. C'est lui qui, le premier, avait modélisé l'impact

économique de la stratégie de transformation locale de minerais congolais par la production de composants de batteries. Il est élu Sénateur UDPS de la province de l'Équateur. Astrid Séphora Biduaya. Surnommée Jeanne d'Arc congolaise par ses camarades du parti, elle fut arrêtée à Goma en 2016 et libérée une année plus tard. Elle reprendra sa lutte à Kinshasa où elle fut vice-présidente de la Ligue des jeunes de l'UDPS. Brutalement écartée par le Secrétaire général d'alors Jean-Marc Kabund a Kabund, elle sera repérée puis intégrée au sein du cabinet à 29 ans. Elle sera brillamment élue députée nationale à la Tshangu, à Kinshasa, sur la liste d'une mosaïque de l'UDPS. Richard Roger Wagner Tshienda Tshienda. Conseiller au sein du cabinet des Finances, il fut élu député national à Tshikapa sur la liste UDPS. Fontaine Mangala Sakilikili. Proche de l'ancien argentier national et membre de la cellule en charge des relations avec les institutions, dirigée

par le conseiller Clément Nzau Umba-di-Mbudi, il s'est démarqué par son leadership auprès de la jeunesse de la Tshopo où il est élu député national à Kisangani sur la liste CPG, un parti satellite de l'UDPS. Au niveau de la députation provinciale, la grande révélation restera sans conteste Israël Kabenda Kayuwa, président de la Ligue des jeunes de l'UDPS-Lukunga. Licencié en économie pétrolière, il fut, à 26 ans, chargé d'études au sein de la Cellule Bonne gouvernance et Contrôle. Il a été élu dans la commune de Kinshasa avec une forte implantation locale. On note également Daddy Sawa Kangudia, 33 ans, militant du parti à la base à Miabi, province du Kasai-Oriental, qui fut successivement chargé du charroi puis chargé d'études à la cellule financière du cabinet, avant de devenir le colistier du ministre à Miabi. Autour de Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuzi, plusieurs autres profils technocratiques se sont également affirmés. C'est le cas de Bernard Tshiminyi Tshiminyi, 29 ans,

juriste, ancien chargé d'études à la cellule fiscale du ministère des Finances, aujourd'hui cadre à la Banque Centrale du Congo, BCC. Ainsi que Alex Kalenda Kanyinda, un cadre bien connu du parti œuvrant au sein de la cellule financière, qui fut envoyé aux États-Unis pour une qualification de haut niveau en comptabilité. Faute d'un suivi adéquat de son parcours après le départ du Ministre en juin 2024, il est contraint de quitter la Direction du Trésor où il fut affecté et pour laquelle il était préparé. Autre exemple marquant : Sébastien Tshibemba, qui a exercé comme conseiller fiscal, en tandem avec le vétéran Lievin Chiribagula Nyampa-Bashimba. Sébastien Tshibemba est considéré par plusieurs professionnels comme l'un des spécialistes de la fiscalité minière les plus pointus au Congo. Avocat au barreau de Paris, ancien de Deloitte et de PwC Paris, il exerçait comme fiscaliste au sein du groupe minier kazakhe ERG au moment de son recrutement par Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuzi à son cabinet. Il a joué un rôle déterminant dans la réalisation des performances exceptionnelles pour le recouvrement de la taxe sur les superprofits ainsi que pour certains redressements. Il a ensuite rejoint le cabinet de la ministre du Portefeuille Julie Shiku, une diplômée en gestion des risques de l'Université catholique de Louvain, passée par les banques européennes et par PwC Belgique. Connue pour sa rigueur dans la conduite des dossiers, Julie Shiku fut conseillère financière de Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuzi de 2021 à 2024. Après de la ministre du Portefeuille, on retrouve également une autre pépite passée par les Finances : Yannick Kashila Kabasele, consultant international senior en IT, télécoms et gestion de projets, passé par Airtel Africa ainsi que par plusieurs multinationales aux Émirats Arabes Unis, en Afrique du Sud et au Canada. Il a piloté plusieurs grands

(suite en page 12).

# Kazadi voulait attirer des compétences de haut niveau

(suite de la page 11).

projets informatiques du ministère, notamment l'installation des Data centers, la facture normalisée et la réforme des jeux d'argent. Il poursuit aujourd'hui son engagement au ministère du Portefeuille, où il intervient sur les dossiers stratégiques liés à la restructuration des entreprises publiques et au développement des partenariats public-privé (PPP).

La liste des profils passés par cette « école des Finances » est longue. Adolphe Lumbikila Luemba, ancien élève de l'ENA française ; Elisha Dumisani Tshibuaba ; Jacques Kazadi ; Florent Ngandu ; Blanchard Kabala ; Kennedy Katasi ; Lyonel Nsele ; Vaghenni Pay Pay, un ancien membre du comité de direction de Equity-BCDC ; Anicet Yemboronyama ; Kally Kiakwama, qui a brillé dans son soutien à la réhabilitation des postes diplomatiques et des conditions des diplomates congolais ; Egée Mapathi ; ou encore Alda Kule Dale, diplômée de l'INSEAD et actuelle Directrice générale de Congo Ressources. Tous ont contribué, à des degrés divers, à renforcer la dimension technique et le rayonnement du ministère des Finances, tant au niveau national qu'international.

Plusieurs d'entre eux se sont ensuite engagés dans la compétition électorale avec des résultats souvent remarquables. Leur passage au ministère, combiné à l'expérience acquise durant les élections de décembre 2023, les a durablement installés dans le paysage politique émergent. Dotés d'une solide expérience locale et internationale, Jean Paul Kimbulu Kandolo, diplômé de Cornell University, et Christian Diomi, diplômé de George Washington University, ont assuré la coordination du dialogue sur les politiques publiques avec l'administration américaine et plusieurs think tanks. Cette dynamique a notamment permis au Congo de valider, en un temps relativement court, sept indicateurs du cadre de suivi du Millennium Challenge Corporation. Ils ont été appuyés dans cette mission par Adriele Elongo, diplômée en communication et relations publiques de Liberty University en Virginie. Recrutée à seulement 22 ans comme chargée d'études



**L'ancien ministre des Finances Serge Nicolas Kazadi s'était-il entouré de compétences avérées ? C'est l'avis de l'analyste indépendant Carly Kasereka. La majorité de ces collaborateurs de l'ancien ministre siègent désormais dans les assemblées. De g. à dr., de haut en bas, Flory Mapamboli Posa, Ted Beleshayi Kasanda, Jean Paul Boketshu Bofili, Astrid Séphora Biduaya, Fontaine Mangala Sakilikili, Israël Kabenda Kayuwa. DR.**



au cabinet, elle exerce aujourd'hui comme conseillère en communication du Gouverneur de la Banque Centrale du Congo. Ce choix de profils issus à la fois du secteur privé, de l'administration, des organisations internationales et du militantisme traduisait une volonté assumée : professionnaliser l'UDPS et accompagner durablement la gouvernance.

## JUGÉ PAR NOS CONSEILLERS.

Mais cette démarche ne se limitait pas au simple recrutement de jeunes talents. L'ancien ministre avait également veillé à leur encadrement par des personnalités chevronnées capables de transmettre expérience, rigueur, éthique et culture de l'État. Parmi elles figurait notamment Bertin Lubembo Mawaka, qui fut Directeur de cabinet, et aussi le premier superviseur de Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuzi à ses débuts à la BCC en 1991. On retrouvait également Ginette Nzau-Muteta, Directrice de cabinet adjointe, qui venait d'achever une riche carrière internationale à la Banque Africaine de Développement, BAD, et disposait d'une

solide expérience dans la conception, la gestion stratégique et opérationnelle des projets ainsi que dans le dialogue de haut niveau avec les partenaires techniques et financiers.

À leurs côtés figurait aussi Cyrille Mbuwa Mongele, conseiller en charge de la bonne gouvernance et du contrôle, un auditeur et financier rigoureux et expérimenté passé par plusieurs multinationales, mais également ancien condisciple du ministre à l'université. La sagesse proverbiale africaine ne dit-elle pas qu'un chef est jugé par ses conseillers autant que par ses actes ? L'ancien ministre des Finances incarnait cette volonté d'attirer au sein de l'État et du parti présidentiel des compétences de haut niveau capables de dialoguer avec les standards internationaux et de produire des résultats tangibles. Il est allé plus loin. Les observateurs avertis ont également relevé la qualité de la relation de confiance et de complémentarité qui le liait à la Vice ministre Mme Oneige Nsele Mimpa. Une première dans l'histoire de ce ministère, habituellement témoin de relations tendues entre

le titulaire et son adjoint. Cette capacité à mettre en valeur ses collègues et collaborateurs, à dénicher les talents et à produire du résultat tranche avec certaines pratiques politiques traditionnelles où les cabinets ministériels servent essentiellement de structures de clientélisme et de rivalités stériles. Nul doute, il y a là une pépinière de la nouvelle génération UDPS.

Plusieurs témoignages convergent sur un autre aspect rarement mis en avant : il aura été l'un des ministres ayant recruté le plus grand nombre de militants et combattants du parti au sein de son administration et de son cabinet politique. Plus de 80 % du personnel administratif du cabinet était issu de l'UDPS ou assimilés. Pour Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuzi, un parti présidentiel moderne ne pouvait plus reposer uniquement sur la mobilisation politique ou la loyauté militante. Il devait aussi produire des experts, des gestionnaires, des spécialistes dans différents domaines, des administrateurs capables d'exercer leurs responsabilités en compétence et avec assurance. Sous Nicolas

Kazadi, le ministère des Finances aura aussi été un espace de formation, de responsabilisation et d'exposition à la haute administration publique. Plusieurs jeunes cadres, militants et combattants de l'UDPS y ont obtenu leur première véritable expérience professionnelle. D'autres, à l'instar de Gédéon Tamufi, Roger Tshiantambwa, Libuluka Samola, Djodjo Fwamba, Bienvenu Kizenga, Moïse Lukengu, Serge Kindomba, etc., ont bénéficié de formations techniques, de missions à l'étranger et de stages de perfectionnement afin de renforcer leurs capacités dans divers domaines. La difficile fabrication des élites Dans un environnement politique souvent dominé par les logiques de court terme, cette tentative de structuration d'une relève compétente mérite d'être soulignée. Car un régime politique se consolide moins par les slogans que par sa capacité à former des cadres capables de gérer durablement les institutions. Au fond, cette démarche semblait poursuivre une ambition plus large : doter l'UDPS d'une véritable élite professionnelle et technocratique capable non seulement de gagner

des élections, mais aussi de gouverner efficacement.

Cette vision d'une technocratie enracinée dans la légitimité populaire, Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuzi a lui-même cherché à incarner politiquement. Lors des élections de décembre 2023, il fut le meilleur élu de toutes les listes UDPS pour la députation nationale, avec près de 34.000 voix, soit 53 % des suffrages exprimés dans sa circonscription. L'héritage politique de Nicolas Serge Kazadi Kadima Nzuzi ne se limite donc peut-être pas aux réformes budgétaires, à l'accroissement exponentiel des recettes ou aux grands projets financés sous son mandat. Dans un pays où la politique se réduit trop souvent à la conquête du pouvoir, cette tentative de former des femmes et des hommes capables de gouverner, cette volonté assumée de préparer une nouvelle génération de responsables publics, à la croisée du militantisme politique, de l'expertise technique et du service de l'État, constitue l'une des dimensions les plus singulières de son passage au ministère des Finances.

**CARLY KASEREKA**

# La ville de Mbuji-Mayi se transforme à vue d'œil

**M**obutu en voulait-il tant à la ville de Mbuji-Mayi et, généralement, aux Kasais ? Ces dernières années, on entend souvent cela auprès des originaires de l'espace kasaïen et, surtout, lorsqu'on a visité la capitale de la province du Kasai Oriental et qu'on en fait un constat amer.

Comment expliquer que Mbuji-Mayi qui, hier, s'appelait « la Capitale du diamant » ne se soit pas développée en infrastructures avec ses 15,6% de diamants bruts produits à l'échelle mondiale longtemps exploités certes par la firme sud-africaine De Beers Consolidated Mines Ltd ? Comment expliquer que le Botswana (capitale Gaborone), certes deuxième pays producteur mondial de diamants après la Russie avec près de 20% de la production mondiale (30 millions de carat produits par an) affiche des chiffres économiques époustouffants ?

## POURQUOI N'AVOIR PAS TIRÉ PROFIT ?

Si le budget du Botswana était en 2025 de 7,3 milliards de \$US pour un pays qui a une population de 2,5 millions d'habitants en 2022 quand la ville de Kinshasa compte 17,8 millions de personnes, le Botswana, pays enclavé au cœur de l'Afrique australe cité, dans une autre vie, comme l'une des nations les plus pauvres du monde, a désormais une économie et les conditions de vie de ses habitants plus qu'améliorées grâce principalement à une gestion avisée de ses ressources diamantifères. Le Botswana fait désormais partie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Les secteurs de base - infrastructures de transport, l'énergie, l'eau potable, le numérique (dans les zones rurales), les réseaux d'assainissement, les corridors logistiques, la modernisation des aéroports internationaux comme celui de Gaborone, le développement des pôles technologiques, etc., servent d'exemple pour d'autres pays du continent.

Pourquoi le Kasai et sa ville de référence Mbuji-Mayi n'ont jamais su à ce jour tirer profit de leurs minerais comme le Bots-



En haut, l'Université officielle de Mbuji-Mayi. En bas, les chantiers de Bipemba Aéro qu'inspecte le Conseil d'Administration conduit par son PCA, le Prof. Tryphon Kin-kiey Mulumba. DR.

wana et d'autres pays l'ont fait ? Mobutu serait-il à la base de cette absence de développement de la ville et de l'espace kasaïen ? Ses conflits politiques éternels avec son ex-ami devenu son opposant historique Étienne Tshisekedi wa Mulumba l'auraient-ils poussé à décourager l'élite locale à investir chez elle sauf si elle voulait faire face à des problèmes politiques ? Apeurée, l'élite kasaïenne se serait-elle ainsi tournée vers d'autres provinces, par exemple de l'ouest, à Kinshasa ou du sud-est, le Katanga ? Certains membres de cette élite auraient-ils ainsi résolu d'aller investir à l'étranger, en Belgique ou aux États-Unis ?

Reste qu'aujourd'hui ce n'est plus comme hier. Mbuji-Mayi n'offre plus au visiteur le visage d'hier. Alors que l'an-

cienne « Capitale du diamant » menaçait de disparaître de la surface terre avec des érosions qui l'enfonçaient, depuis peu, les Mbuji-Mayiens respirent. Avec Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la tête du pays, près de 90 kms de voies de circulation urbaines ont été réhabilitées ou reconstruites mais attendent les véhicules pour les emprunter. Le cas de l'école catholique des pères jésuites Kalenda Mudishi où le président de la République a fait ses premières classes. Avec ses bâtiments en étage, ses salles de classe multipliées, ses salles polyvalentes, ses toilettes, elle ne ressemble plus à ce qu'elle fut autrefois. Le cas de l'Université officielle de Mbuji-Mayi, (UOM) inaugurée le 6 octobre 2025 par le président de la République,

qui fait désormais honneur à la ville, à l'espace kasaïen et au pays. Ce 6 octobre-là, l'abbé recteur, le professeur Apollinaire Cibaka Cikongo, a ému les Congolais en déclarant : « Ce jour, nous célébrons le passage de l'ère du bricolage à celui de la dignité ». Puis : « Être recteur d'une université qui passe de hangars de la honte à des bâtiments de la dignité est un motif de beaucoup de joie (...) mais, c'est davantage un appel à la responsabilité ».

La veille, à l'arrivée du Chef de l'État dans la ville de Mbuji-Mayi, l'abbé curé avait déclaré : « Nous avons des sentiments de joie parce que ce qui se fait ici, c'est quelque chose d'exceptionnel, de grand dans une province où une ville est en train de renaître ; dans un pays qui est en

train de renaître malgré les guerres, malgré d'autres difficultés ». Président de l'Assemblée provinciale, Willy Muya Mukendi a surenchéri avec un appel aux jeunes de la province : « Il ne me manque plus rien pour aller étudier ailleurs. L'Université officielle de Mbuji-Mayi nous suffit ». Mais le meilleur est à venir. Avec l'Aéroport de Bipemba (le nom de la commune qui abrite l'emprise aéroportuaire) dont l'aérogare sort de terre et monte plus haut et qui, dans un an, va, en termes d'infrastructures, battre l'Aéroport de Kolwezi. Tout s'y met en place : tour de contrôle, caserne anti-incendie, infrastructure électrique, piste aéroportuaire, tarmac, et, du coup, montée en puissance de Bipemba qui s'apprête à voir atterrir

et décoller des avions de gros tonnage.

Restera de rentabiliser ces infrastructures en espérant voir les originaires s'y atteler afin d'éviter qu'elles soient des éléphants blancs. Il faudra y construire des infrastructures hôtelières (Mbuji-Mayi ne dispose aujourd'hui que d'un hôtel si l'on accepte de fermer les yeux) et des entreprises industrielles.

La grande firme Miba-SA, la Minière de Bakwanga-Société Anonyme, semble avoir cessé d'exister. Ses infrastructures immobilières sont désormais méconnaissables alors que la société minière occupe l'immense partie de la ville. Selon Benjamin Kaninda Mudima, avocat près la Cour d'Appel de Kinshasa-Matete, « après avoir connu une période de prospérité remarquable durant plusieurs décennies, la Miba a progressivement sombré dans une crise profonde marquée par une chute de la production, une détérioration de ses infrastructures et des difficultés financières majeures. Une situation (qui) s'explique par une combinaison de facteurs économiques, institutionnels et juridiques, notamment la mauvaise gouvernance, la prolifération de l'exploitation artisanale et le développement de réseaux de fraude dans la commercialisation des diamants ».

Benjamin Kaninda Mudima poursuit : « Dans ce contexte, la relance de la Miba constitue un enjeu stratégique pour l'économie nationale et pour le développement socio-économique de la région du Kasai. Une relance (qui) nécessite non seulement la mobilisation d'investissements importants, mais également la mise en place de mécanismes institutionnels efficaces capables d'assurer une gestion transparente et responsable des ressources diamantifères ». Y arrivera-t-on ? Certainement. Mais comment et dans combien de temps ? Reste que tout est question de volonté et de détermination. Mais il ne faut pas attendre cela d'un seul homme, fut-il Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, président de la République. Mais le Président aura donné le go, et aura fait sa part. Aux originaires de reprendre demain la main et de poursuivre l'œuvre entreprise.

ALUNGA MBUWA ■

# Cinquante personnes meurent pour avoir manqué de l'eau à boire

**A**u moins 49 personnes sont mortes de soif dans une région reculée du désert du Sahara, dans le nord du Niger, après la panne du camion qui les transportait.

Le groupe revenait du Mali où il avait assisté à une fête musulmane lorsqu'il

n'a plus d'eau, bloqué à plus de 80 km à l'ouest d'Assamaka, un important point de passage frontalier entre le Niger et l'Algérie.

## L'EAU C'EST LA VIE.

« Les voyageurs se sont retrouvés piégés au cœur d'un environnement hostile où les températures extrêmes et le manque de points de ravitaillement rendent leur survie extrêmement

difficile », indique un communiqué du gouverneur d'Agadez. Seuls deux ont survécu, traversant le désert à pied jusqu'à Assamaka, où ils ont alerté les autorités. Le camion avait quitté la ville maliennne de Telhandek mais avait dévié de son itinéraire prévu, selon le communiqué du gouverneur. Pendant plusieurs jours, le conducteur et les passagers ont tenté à plusieurs

reprises de réparer le véhicule, mais leurs efforts se sont finalement révélés infructueux. « Privés d'eau et incapables de réparer le véhicule malgré les efforts du conducteur, de son apprenti et des passagers, les voyageurs se sont retrouvés piégés au cœur d'un environnement hostile », ajoute le communiqué. « Des dizaines de corps sans vie ont été retrouvés sous le

camion immobile et dans ses environs », indique-t-on. « L'eau c'est la vie », rien qu'une vérité. Il est vrai que vivre sans manger, c'est difficile. Mais c'est possible pendant plusieurs jours, voire plusieurs dizaines de jours. A la condition toutefois de continuer à tous les jours boire de l'eau. Car vivre sans boire, c'est mission impossible. En moins de 24 heures, notre corps

montre déjà des signes de déshydratation. Sans apport hydrique, le corps ne peut pas espérer survivre plus de trois jours. L'eau, comme l'un des principaux constituants du corps humain - à hauteur d'environ 60 % -, est donc encore plus indispensable à notre organisme que la nourriture. La transpiration, l'évacuation d'urines et même la respiration font

perdre chaque jour à l'humain quelque deux litres d'eau. Et cette perte doit impérativement être compensée. C'est ce qui se passe lorsque nous buvons de l'eau. Mais si nous en sommes empêchés, notre corps met moins de 24 heures à montrer les premiers signes de déshydratation. Et cela peut être encore plus rapide si le Soleil est de la partie.

# Vous avez le diabète, quel diabète ?

**L**orsque les médecins ont injecté de l'insuline pour la première fois à Noel-Mukumbi, ils croyaient que cela lui sauvait la vie. La jeune femme congolaise âgée de 30 ans affirme plutôt que le traitement lui a donné l'impression d'être en train de mourir.

Noella, coiffeuse, avait reçu un diagnostic de diabète de type 1 en 2023, mais elle affirme que quelque chose n'allait pas. Après avoir commencé les injections quotidiennes standard d'insuline, la mère de deux enfants raconte qu'elle a eu des étourdissements et qu'elle a perdu l'équilibre. Puis, un jour, elle s'est effondrée. « J'étais en train de ranger les vêtements des enfants, puis mon mari m'a trouvée par terre en train de crier », raconte-t-elle au média britannique BBC World Service. Trois ans plus tard, des spécialistes lui ont dit qu'elle était probablement atteinte de diabète de type 5. Le diabète, qui touche plus de 830 millions de personnes dans le monde, survient lorsque l'organisme ne parvient pas à réguler correctement la glycémie à l'aide d'insuline, ce qui signifie que les taux peuvent atteindre des niveaux dangereusement élevés. Le type 5 est une forme de maladie dont on pense qu'elle fait suite à de longues périodes de mauvaise nutrition, en particulier pendant l'enfance

et l'adolescence. Il a été officiellement reconnu en 2025 par la Fédération internationale du diabète, IDF, qui représente 251 associations nationales du diabète. Cependant, la maladie n'est pas reconnue par l'Organisation mondiale de la santé, OMS, qui estime qu'il n'existe pas encore suffisamment de preuves pour suggérer qu'il s'agit d'une forme distincte de la maladie. Certains scientifiques pensent que le type 5 pourrait affecter jusqu'à 25 millions de patients diabétiques, et ils préviennent que le confondre avec d'autres formes est nocif.

## LES SCIENTIFIQUES DIVISÉS.

Le Dr Meredith Hawkins, directrice du Global Diabetes Institute de la faculté de médecine Albert Einstein, estime que les erreurs de classification sont un « problème très répandu », provoquant des décès dus à un traitement inapproprié à l'insuline. « Beaucoup de ces jeunes que nous avons rencontrés ne se sont pas réveillés le matin », raconte-t-elle. Le diabète de type 1 est une maladie auto-immune dans laquelle l'organisme cesse de produire de l'insuline, tandis que le diabète de type 2 est lié à une résistance à l'insuline. Mais les scientifiques suggèrent que le type 5 pourrait être lié à une dénutrition chronique, qui affecte le développement du pancréas, l'organe qui produit l'insuline. Ces patients peuvent toujours produire de l'insuline, mais

pas suffisamment, et peuvent y être particulièrement sensibles. C'est pourquoi les traitements standards peuvent ne pas toujours fonctionner et, dans certains cas, être nocifs. Comme pour Noella, même une dose standard d'insuline peut provoquer une hypoglycémie, c'est-à-dire, une baisse dangereuse de la glycémie, qui peut être fatale. Comme les autres formes, le type 5 peut entraîner de graves complications, notamment la cécité, une insuffisance rénale, des lésions nerveuses et des plaies à cicatrisation lente pouvant nécessiter une amputation.

Comme il touche souvent les jeunes présentant une insuffisance pondérale sévère et une glycémie très élevée, il est facile de le confondre avec le type 1. Les symptômes peuvent également être très similaires. Noella, la Congolaise qui vit actuellement en Ouganda, raconte que c'est ce qu'elle a vécu. D'aussi loin qu'elle s'en souviennent, elle était mince et, peu de temps après la naissance de son deuxième enfant, elle a commencé à se sentir mal. « Ma bouche était toujours sèche. Je buvais tellement d'eau et même la nuit, je me réveillais deux ou trois fois », raconte-t-elle. Elle a également perdu du poids rapidement, passant de 58 kg à 49 kg, et se sentait constamment épuisée, deux symptômes courants de type 1. Le type 5 touche particulièrement les patients dans

certaines régions d'Asie et d'Afrique subsaharienne, où la malnutrition infantile reste très répandue. Cependant, des études suggèrent que le diabète est également en hausse chez les personnes présentant une insuffisance pondérale dans d'autres pays. Une étude de 2023 publiée dans Diabetes Care, basée sur les données de plus de 2,6 millions d'adultes aux États-Unis, a révélé une augmentation des taux de ce que l'on appelle le « diabète maigre » chez les personnes non obèses. Sophia Sharer, de Londres, pense qu'elle répond à ce critère. Elle avait 23 ans lorsque des analyses sanguines de routine ont révélé de façon inattendue des taux de sucre dans le sang se situant dans la fourchette du diabète. La journaliste, aujourd'hui âgée de 26 ans, affirme qu'elle a souffert d'une grave insuffisance pondérale pendant une grande partie de son enfance et de son adolescence et qu'elle a passé du temps à l'hôpital à un moment donné. Quand elle a commencé à prendre du poids à 19 ans, elle a commencé à se sentir mal. « Avant, j'avais très faim et je tremblais très vite et j'avais l'impression de m'évanouir », raconte-t-elle. Après que des tests aient permis d'exclure le diabète de type 1 et des formes génétiques plus rares de la maladie, Sophia explique que les médecins l'ont finalement placée dans une clinique de type 2 « faute d'alternative ».

Un scientifique impliqué dans l'identification du type 5 a dit à Sophia qu'elle partageait probablement certaines caractéristiques de la maladie. Cependant, comme il n'existe actuellement aucun test diagnostique officiel reconnu au Royaume-Uni, son état n'a toujours pas été confirmé. Cette absence de test diagnostique définitif explique en partie comment la maladie est reconnue au niveau international. L'OMS l'a déclaré comme un « diabète lié à la malnutrition » en 1985, avant de le retirer des classifications officielles douze ans plus tard, les médecins n'étant pas parvenus à s'entendre sur sa différence avec le type 2. La maladie a ensuite largement disparu des manuels médicaux traditionnels et des directives cliniques. Puis, en avril 2025, la Fédération internationale du diabète (IDF) a officiellement reconnu la maladie. Une étude menée par plus de 50 scientifiques publiée dans Lancet l'année dernière a contribué à sa reconnaissance. L'OMS a déclaré que les révisions apportées à son système de classification en 1999 et 2006 « n'ont pas permis de trouver suffisamment de preuves scientifiques pour justifier le fait de faire de cette catégorie une catégorie distincte ». Elle reconnaît toutefois que sa classification actuelle « ne tient pas compte des caractéristiques cliniques de tous les cas de diabète » et que le type 5 pourrait être réintroduit dans ses lignes directrices à l'avenir,

« à condition qu'il existe des preuves de bonne qualité » en faveur de sa classification en tant que catégorie distincte. Les partisans affirment que la reconnaissance de l'IDF à elle seule aide déjà les patients à recevoir un traitement plus approprié. « Pour la toute première fois, il y aura bientôt un chapitre sur l'endocrinologie de DeGroot », déclare le Dr Meredith Hawkins, directrice du Global Diabetes Institute de l'Albert Einstein College of Medicine de New York, en référence à un important manuel médical utilisé par les médecins du monde entier. Plusieurs grands organismes internationaux, dont l'OMS et l'American Diabetes Association, ainsi que d'autres scientifiques, se demandent si le type 5 existe réellement en tant que maladie distincte. Un expert indien du diabète pense que ce que l'on appelle le diabète de type 5 pourrait simplement être une forme de diabète de type 2 chez les personnes présentant une insuffisance pondérale, ou une variante du type 1, plutôt qu'une maladie distincte. « S'il s'agit d'un type 5, dites-moi comment le diagnostiquez-vous ? », déclare le Dr V Mohan, président du centre de spécialités du diabète du Dr Mohan à Chennai. « Montrez-moi un marqueur ». En l'absence d'un seul test diagnostique, les médecins recherchent des tendances telles que la dénutrition infantile, un faible poids cor-

porel et des réponses anormalement fortes à l'insuline. L'IDF a maintenant mis en place un groupe de travail chargé d'élaborer des critères diagnostiques formels et des directives thérapeutiques. Les premières recherches suggèrent que certains patients pourraient répondre à une meilleure nutrition et à une gestion soignée des médicaments. Mais le financement reste un défi majeur dans un contexte de coupes plus importantes dans l'aide extérieure et les budgets de santé mondiaux, y compris par les principaux donateurs tels que les États-Unis et le Royaume-Uni. Et certains chercheurs craignent que cette maladie ne devienne plus courante dans les régions touchées par la guerre, la famine et l'insécurité alimentaire. « Il semble que nous soyons au bord d'une très grave crise alimentaire mondiale », déclare le professeur Hawkins. « Ce sera une très mauvaise nouvelle pour la prochaine génération ». Depuis qu'elle a reçu son diagnostic révisé, les médecins ont réduit le taux d'insuline de Noella et lui ont prescrit de la metformine, un comprimé souvent utilisé pour traiter le type 2. Elle affirme que son état de santé s'est amélioré de façon spectaculaire : sa vision s'est améliorée et elle a repris du poids. « Je me sentais très faible », raconte-t-elle. « Mais je me sens beaucoup plus forte maintenant ».

# Trump

## Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

**I**l est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great », maintenant la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benyamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcasteur américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs

représentants voulant afficher ses intentions sur le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et

conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gou-

verneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis. Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

**Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale**



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

# international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

# Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

# **METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE**



**CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.**



**SUR LES BORDS DE NOTRE LUIE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.**

# Meilleur pour l'aventure Jeep Wrangler Gladiator



Wrangler et Gladiator, des tout-terrains des choix populaires pour les conducteurs qui empruntent fréquemment des routes et autoroutes plus accidentées et plus éloignées, s'aventurent régulièrement hors des sentiers battus, ou pratiquent des sports de plein air tout au long de l'année. DR.

**D**ifficile pour un véhicule d'obtenir le statut d'icône, mais la victoire répétée du Wrangler et du Gladiator en tant que meilleur véhicule d'aventure dans le cadre des Prix AutoHebdo 2024 donne l'impression que c'est facile.

Tout comme le mythique Jeep Wrangler, le Gladiator procède à une mise à jour importante pour son modèle 2024, tant sur le plan esthétique que technologique et mécanique. Visuellement, la camionnette diffère peu de l'année précédente puisque les changements s'avèrent subtils. Dorénavant, l'antenne radio est intégrée au pare-brise ce qui donne un design plus fluide et élimine les chicots de broussailles ou de branches d'arbres sur les sentiers. La grille de calandre redessinée comprend sept lattes verticales amincies qui améliorent le refroidissement du moteur. Par ailleurs, sept

nouvelles jantes sont livrables.

Comme le modèle précédent, il est possible d'incliner le pare-brise. De plus, trois choix de toits et trois types de portières sont offerts. Neuf teintes de carrosseries sont proposées, dont le rouge, le bleu, l'argent, le vert et le jaune.

La planche de bord redessinée arbore des buses d'aérations rondes aux extrémités, mais elle affiche également un clin d'œil aux points cardinaux. Les couleurs, les motifs et les matériaux varieront en fonction de la couleur. Par exemple, les Gladiator Mojave ont des accents orangés, alors que les Rubicon sont plutôt rouges. L'instrumentation conserve sa configuration dotée de deux cadrans analogiques et d'un ordinateur de bord mesurant 7 pouces. Les occupants bénéficient d'un nouvel écran de 12,3 pouces qui incorpore le système Uconnect 5 et dont les mises à jour se font à distance. Ce dernier s'avère cinq fois plus rapide que l'itération précédente, et l'affichage montre des couleurs

plus riches. La technologie permet de créer cinq profils d'utilisateurs et des paramètres comme la température, le réglage des sièges, les préférences musicales et le positionnement des rétroviseurs y seront sauvegardés. Un mode Valet est également fourni.

Vous retrouverez les habituelles commodités comme Apple CarPlay et Android Auto sans fil, le système de navigation TomTom livrable et le point d'accès sans fil 4G LTE auquel on peut connecter jusqu'à huit appareils.

## PRÉPARÉ POUR LE HORS ROUTE.

Tous les modèles arborant l'écusson Trail Rated ou Desert Rated comprennent une série d'éléments pour le hors route. On retrouve notamment des différentiels Dana 44 à l'avant et l'arrière, une boîte de transfert à deux vitesses, des crochets d'arrimage, trois plaques de protection et une taille de pneu minimale de 32 pouces. La version Mojave utilise des amortisseurs FOX. Ses capacités hors

route se traduisent également par des angles d'approche (jusqu'à 44,7 degrés) et de départ (jusqu'à 26 degrés) prononcés. La garde au sol s'élève à 294,6 mm et le passage à gué monte à 800 mm. Quatre systèmes 4x4 sont livrables, dont le Command-Trac, le Select-Trac et deux Rock-Trac. Sinon, les aventuriers pourront bénéficier de la fonction Jeep Adventures avec Trails Offroad à même l'infodivertissement.

Sans entrer dans les détails, il s'agit essentiellement d'un guide pour parcourir les divers chemins répertoriés en Amérique du Nord. Le pilote peut également tracer son propre trajet de même que consulter le niveau de difficulté des différents sentiers. Certains détails demeurent inconnus pour le moment, puisque l'on ignore si le moteur turbodiesel fait son retour en 2024. Toutefois, le V6 de 3,6 litres Pentastar est livré de série sous le capot. Produisant 285 chevaux et 260 lb-pi de couple, il peut être jumelé à une boîte manuelle à 6

rapports ou à une transmission automatique qui compte 8 vitesses. En fonction de la version choisie, la capacité de remorquage varie entre 4.000 et 7.700 lb, alors que la charge utile de la caisse peut monter de 950 à 1.725 lb.

Toujours bâti sur un châssis en échelle, le Gladiator conserve la même configuration de suspension. En revanche, Jeep a apporté des améliorations structurelles pour réduire la sévérité des impacts latéraux. Sur le plan de la sécurité, les deux rangées de sièges ont maintenant droit à des coussins gonflables latéraux. Pour 2024, le Gladiator propose des ceintures de sécurité munies de prétensionneurs et limiteurs de charge pour les occupants arrière. Au moment d'écrire ces lignes, les prix du Jeep Gladiator n'étaient pas encore annoncés de même que certains détails en lien avec les différentes déclinaisons. On sait toutefois que l'ensemble AEV (American Expedition Vehicles) - qui ajoute des pièces et accessoires pour les véhicules

tout-terrains - ne sera pas offert sur tous les marchés. Notons qu'une équipe de plus de 20 experts automobiles recommande en toute confiance ces véhicules tout-terrain aux Canadiens à la recherche d'un véhicule conçu pour fonctionner au quotidien tout en assurant des années de plaisir en famille et d'aventures à venir.

Après avoir examiné tous les modèles de ce segment offerts aux Canadiens, y compris le Ford Bronco, le Toyota 4Runner, le Land Rover Defender et bien d'autres, le jury AutoHebdo 2024 a sélectionné les deux modèles Jeeps comme étant les meilleurs pour s'aventurer hors des sentiers battus. Le Wrangler et le Gladiator constituent les meilleurs choix pour diverses raisons, mais leur robustesse dès la sortie d'usine a toujours été impressionnante. La disponibilité de cette plateforme en trois styles de carrosserie et avec de multiples options de transmission, y compris la puissance hybride rechargeable

(PHEV) livrable sur le Wrangler, rend la gamme encore plus complète. Il est facile de construire votre machine idéale après avoir sélectionné le style de carrosserie et la transmission qui vous plaisent, pour choisir ensuite parmi une longue liste d'équipements et d'accessoires pour la personnaliser. L'année-modèle 2024 apporte des mises à jour stylistiques aux deux modèles et une mise à jour majeure pour le Wrangler, qui est désormais muni de série d'un écran d'infodivertissement de 12,3 pouces et de la disponibilité du groupe motopropulseur 4xe PHEV sur un plus grand nombre de modèles. La nouvelle technologie PowerBox transforme votre Wrangler en une génératrice mobile qui utilise la batterie hybride du moteur pour alimenter simultanément jusqu'à quatre accessoires de 120 volts. Il s'agit d'une nouvelle technologie intelligente adaptée à certaines des plateformes et des moteurs les plus éprouvés du segment.

avec AGENCES



# Quoi faire face à la guerre des écrans

**A** l'approche de la fête des amoureux, célébrée le 14 février, l'entreprise de sex-toys Lelo a fait faire une enquête sur la sexualité des Français. Une étude qui met en lumière une tendance. Plus d'un quart des 18-24 ans n'ont eu aucun rapport sexuel au cours de l'année écoulée. Un désintérêt pour le sexe qui a de multiples causes.

Les Français font de moins en moins l'amour. C'est ce qu'affirme cette étude rendue publique lundi 12 février 2024. Ainsi, le nombre de personnes ayant eu un rapport au cours des 12 derniers mois n'a jamais été aussi faible en cinquante ans : 76% en moyenne, soit une baisse de 15 points par rapport à la dernière grande enquête sur les comportements des Français conduite en 2006. Une tendance à la baisse qui affecte autant les hommes (78%, contre 93% en 2006) que les femmes (74%, contre 89% en 2006). Voilà peut-être un début de réponse quant aux causes de la chute historique des naissances enregis-



En France, plus d'un quart des jeunes (18-24 ans) n'ont un seul rapport au cours de l'année. DR.

trée en France en 2023. S'il faut bien sûr relativiser le lien entre sexualité et procréation dans un pays à forte prévalence contraceptive, cette question se pose néanmoins quand on voit par exemple que les États-Unis affiche des taux préoccupants en matière d'activité sexuelle comme de natalité. La France n'échapperait donc pas au phénomène de récession sexuelle («The

Sex Recession») observé ces dernières années - notamment chez les jeunes - dans différentes enquêtes menées au pays de l'Oncle Sam, mais aussi au Royaume-Uni ou en Finlande.

**ÉCRANS INCRUSTÉS SOUS LA COUETTE.** Car c'est bien là que le bât blesse : cette récession concerne tout particulièrement les moins de 25 ans.

Selon l'Ifop, plus d'un quart des jeunes de 18-24 ans initiés sexuellement (c'est-à-dire ayant déjà couché avec un tiers ne serait-ce qu'une fois dans leur vie) admettent n'avoir eu aucun rapport sexuel au cours de l'année écoulée, soit cinq fois plus qu'en 2006. Cette tendance est là aussi très similaire à celle observée Outre-Atlantique : la General Social Survey montrant

une explosion du nombre d'inactifs sexuels au cours des douze derniers mois chez les jeunes de 18 à 29 ans en général (23% en 2018, contre 8% en 2008) et chez les hommes de 18-24 ans en particulier (31% en 2018, contre 19% en 2008). Et, Outre-Rhin, une étude a constaté la même augmentation de l'inactivité sexuelle chez les Allemands âgés de 18 à 30 ans.

Les abstinentes depuis au moins un an ayant été multiplié par 3 entre 2005 (7,5%) et 2016 (20,3%). Quand les Français se décident enfin à passer en position horizontale, ils ne sont plus que 43% à reconnaître avoir, en moyenne, un rapport sexuel par semaine, alors qu'ils étaient 58% en 2009. Et cet indicateur montre lui aussi que les jeunes ont une activité sexuelle relativement

faible par rapport aux autres générations : 52% seulement des jeunes (initiés) de moins de 25 ans ont en moyenne un rapport sexuel par semaine, ce qui est nettement en deçà des personnes âgées de 25 à 50 ans. Si les causes de cette récession sexuelle sont multiples (désintérêt de plus en plus marqué pour le sexe, valorisation de l'abstinence et de l'asexualité...), les loisirs numériques (TV, réseaux sociaux, jeux vidéo, porno en ligne...) sont en grande partie pointés du doigt et sont devenus des concurrents redoutables. Quand l'Ifop interroge les jeunes de moins de 35 ans vivant en couple sous le même toit, la moitié des hommes (50%, contre 42% des femmes) disent avoir évité un rapport sexuel pour regarder une série Netflix. On retrouve cette concurrence des écrans sur le sexe pour d'autres loisirs comme les jeux vidéo - préférés au sexe par 53% des hommes de moins de 35 ans vivant en couple - ou les réseaux sociaux de partage de photos ou de vidéos (préférés au sexe par 48% des hommes de moins de 35 ans vivant en couple).

VIRGINIE FAUROUX ■

## Dopamine ou Ocytonine

**T**oucher, caresser, regarder... tels sont les maîtres-mots de la «karezza», une pratique sexuelle dans laquelle l'atteinte de l'orgasme n'est pas la priorité. De l'italien «karezza», signifiant «caresses», cette méthode place au cœur des rapports sexuels les préliminaires comme les caresses, les baisers, les massages et les câlins.

Alors qu'un orgasme stimule la dopamine, la molécule du plaisir, la «karezza» libère de l'ocytocine,

hormone de l'amour ou de l'attachement. «C'est un état d'esprit assez libre, affirme Julien Avrameas, sexologue et sexothérapeute. Les caresses ont des effets puissants et une vertu érotique insoupçonnée» et elles aident souvent à installer une forme de tension qui permet au couple de renforcer ses liens. L'objectif ? Prendre son temps lors de l'acte sexuel, contrôler l'orgasme pour faire durer le plaisir et en augmenter l'intensité, et ainsi être en communion avec son partenaire. La méthode permet de mobiliser tous les

sens et d'explorer de nouvelles sensations à travers différentes parties du corps. Cela consiste à s'attarder sur la tendresse et la douceur plus que sur la pénétration. «C'est quelque chose que certains couples font déjà naturellement, sans en donner un nom. Toute pratique qui a un nom va avoir l'avantage d'ouvrir le dialogue sur la sexualité, notamment sur le consentement et le respect, mais aussi de poser des règles dans la relation», assure le sexologue. Dans une société où tout est accéléré, faire l'amour peut parfois devenir auto-

matique, la karezza permet de (re)découvrir le corps de l'autre et de rapprocher les couples qui ont pris pour habitude d'automatiser le sexe.

**COMMENT DONC Y ALLER ?** Pour profiter pleinement des bénéfices de cette méthode, il est recommandé de pratiquer la karezza avec un partenaire de confiance, et pas un amant de passage, afin que vous puissiez vous laisser aller au maximum. Vous devez absolument être tous les deux d'accord pour expérimenter cette pratique sexuelle. Il

s'agit tout de même de se retenir un minimum, alors autant s'accorder sur ce point. Vous devez ensuite établir des règles, en fonction des préférences de chacun : définir où vous souhaitez être caressé et les zones où vous ne voulez pas être touché. Une fois en place avec votre partenaire, il n'y a pas de recette miracle ! Les gestes sont simples. L'objectif est avant tout de partir à l'aventure pour découvrir les moindres recoins du corps de l'autre. L'important, finalement, c'est de vous connecter à l'autre et de vivre, intensément,

l'instant présent. Le tout, c'est de ne pas craquer, essayez de garder cette ambiance hors du temps pendant au moins vingt minutes pour réellement vous connecter à votre partenaire. Globalement, toutes les positions qui ressemblent de près ou de loin à la cuillère sont d'excellents points de départ. Mais, laissez place à votre imagination et à vos envies. Pour autant, il ne faut pas redouter l'orgasme lorsqu'on expérimente la karezza. Si ce n'est pas le but ultime, il peut tout de même survenir. Évidemment,

cette communion avec l'autre peut aboutir à un rapport sexuel, en pleine conscience. Cette méthode permet donc de s'affranchir de tous les diktats sexuels : elle mise sur la sensualité pour rentrer en osmose avec son partenaire. Une autre façon, donc, de penser le plaisir. Dans la même logique, il existe le «slow sex où le partenaire prend son temps dans la pénétration» et le tantrisme «qui, au terme d'un long processus de méditation, permet d'atteindre l'extase de l'esprit et du corps», conclut le sexologue.

# L'épouse Chirac rejoint son mari

**B**ernadette Chirac, l'épouse de Jacques est décédée le 5 juin 2026 à l'âge de 93 ans.

Née Chodron de Courcel, le 18 mai 1933 à Paris, elle est morte près de sept ans après celui dont elle aura accompagné l'impressionnante ascension politique, en véritable soldat. Elle avait pris goût à la politique en se mettant au service des batailles menées par son mari. Au fil des années, elle s'est imposée comme une personnalité populaire et influente. Étrange couple : l'aristocrate réservée et distante et le petit-fils d'instituteurs corréziens, amène et séducteur. Tout opposait Jacques et Bernadette, qui auront traversé ensemble près de 45 ans de vie politique française. De la Corrèze à la Mairie de Paris, des cabinets ministériels sous Pompidou à Matignon, avant la consécration de l'Élysée, la conquête de l'homme politique n'aurait pas été possible sans elle. Portée par le sens du devoir, la précieuse alliée s'est mise au service de toutes les batailles de son mari. Elle y prend goût et trace sa propre route : conseillère générale de Corrèze de 1979 à 2015 sans interruption, elle s'est même révélée par sa réelle expertise politique, elle qui fut la seule dans l'entourage présidentiel à anticiper la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour en 2002. C'est sur les banes de Sciences-Po que le futur couple fait connaissance en 1951. L'étudiante se porte volontaire pour des exposés, ce qui impressionne le jeune homme : il tient dès lors la timide Bernadette Chodron de Courcel pour une « fille culottée », qui a du « coffre ». Sous le charme, il lui propose de participer à des groupes de travail, marquant le début d'une longue histoire.

Les fiançailles ont lieu en octobre 1953. Et si le président n'a cessé de lui répéter par la suite « Vous avez eu de la chance de m'épouser », c'est en réalité lui, selon les hiérarchies sociales de l'époque, qui fait un « beau » mariage. Jacques Chirac est issu de la moyenne bourgeoisie, les racines de la famille sont en Corrèze, où ses deux grands-pères furent instituteurs et, pour l'un, franc-maçon. Sa fiancée est, elle, issue de l'aristocratie. Dans son milieu, très catholique, ce ne fut pas une mince affaire que d'imposer ce prétendant d'une tout autre extraction sociale, mais prouvant très jeune sa détermination. Bernadette tient bon et les noces sont célébrées le 16 mars 1956 à Paris. Le couple, qui n'abandonnera jamais le vouvoiement, donne naissance à deux filles, Laurence, en 1958, puis Claude,



Bernadette rejoint son mari près de 7 ans plus tard. DR.

en 1962. Si « la politique ne figurait pas au contrat de mariage », comme Bernadette l'a confié par la suite, elle comprend rapidement que ce sera la grande affaire de Jacques. Diplômé de l'École nationale d'administration (ENA), il rejoint dès 1962 le cabinet du Premier ministre Georges Pompidou. Séduit par celui qu'il surnomme « le bulldozer », celui-ci l'envoie se frotter aux terres corréziennes, ancrées à gauche, aux législatives de 1967.

## « LES FILLES, ÇA GALOPAIT ».

Contre toute attente, il est élu à Ussel, ce qui signe le début de l'implantation des Chirac dans le département. Bernadette ne l'a pas prévu et n'a pas, au départ, le goût de la politique. Mais elle s'en accommode et met toute son énergie au service des ambitions de son époux. « Tout d'un coup, je réalisai que mon mari avait la vocation, et que sur le plan personnel cela allait entraîner, disons, beaucoup de sacrifices. Dans ces cas-là, soit on s'en va - mais ce n'est pas ce que je voulais -, soit on accompagne le mouvement. (...) Moi, je me suis sentie obligée de m'accrocher comme une moule à son rocher. C'était la seule façon, me suis-je dit, de ne pas perdre mon mari. Dès 1966, je me suis donné un mal fou pour l'aider à s'implanter dans sa circonscription. Et, depuis, cela n'a pas cessé : l'aider, l'accompagner ». Dans la décennie qui suit, Jacques Chirac connaît une ascension météorique : secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances puis ministre de l'Agriculture, de l'Intérieur et enfin Premier ministre sous Giscard, de 1974 à 1976. Pendant ces deux ans à Matignon, Bernadette Chirac ne s'en laisse pas imposer, et surtout pas par son mari : elle reprend des études d'archéologie, contre l'avis de Jacques Chirac, soucieux qu'on puisse moquer dans les amphis l'épouse du Premier ministre. En 1977, Jacques remporte la Mairie de Paris. La

jeune femme timide a changé et a définitivement appris à forcer sa nature, prenant goût au combat politique. Elle exerce également une influence politique certaine sur son époux. C'est ainsi qu'en 1979, elle l'incite à écarter Marie-France Garaud, éminence grise de Jacques qui poussait son poulain vers une droite souverainiste. « Elle me prenait pour une parfaite imbécile. Son tort a été de ne pas se méfier assez des bonnes femmes ». Cette même année, lorsque son mari lui demande de se présenter au Conseil général de Corrèze, afin de garder un pied dans son fief tout en menant une carrière politique nationale à Paris, celle qui est déjà conseillère municipale du village de Sarran accepte la mission avec enthousiasme. C'est même « le plus beau jour de (s)a vie », dit-elle dans la biographie qui lui a été, « Bernadette Chirac, les secrets d'une conquête ». Elle est réélue cinq fois sans discontinuer. En campagne, elle sillonne son fief au volant de sa Peugeot 205 rouge, accompagnée à l'occasion de Chirac. Elle œuvre pour le développement de son département en agriculture, industrie ou tourisme. Durant ses mandats, la Corrèze voit passer le Tour de France (à deux reprises) ainsi que la première dame américaine Hillary Clinton, dont la limousine fait étape en mai 1998 à Tulle et à Chaumeil. À Paris, on se souvient du faste des années Chirac à l'Hôtel de Ville. En témoigne l'affaire des « frais de bouche ». 2,13 millions d'euros avaient été affectés de 1987 à 1995 à l'alimentation et aux réceptions du couple, mais l'affaire s'était finalement terminée en 2005 par un non-lieu. À la mairie, durant dix-huit ans, Bernadette, installée avec sa famille dans un appartement de fonctions de 1.000 m<sup>2</sup>, agit en maîtresse de maison. Elle développe un vaste réseau politique, culturel, mondain. Lorsque Jacques est élu président de la République en 1995, elle a un œil sur tout. « Ja-

mais mon service n'a présenté un plan de table sans qu'il soit soumis à Bernadette Chirac » (documentaire « Jacques Chirac, l'homme qui ne voulait pas être président »). Elle pâtit cependant d'une image de femme peu amène, cassante, et, avec ses éternels tailleurs Chanel et ses brushing impeccables, en décalage avec son temps. Un peu ringarde, pour tout dire. Il se dit que sa fille Claude, devenue conseillère en communication de Chirac, la tient à l'écart, craignant que cela nuise au président. Un acte dont elle souffrira. Mais Bernadette surnommée « Bernie », gagne peu à peu en popularité, notamment en s'investissant sur le plan caritatif. Dès 1994, elle fait la promotion de la fameuse opération « Pièces jaunes », qui permet de récolter des fonds pour les enfants malades. Aux côtés du champion de judo David Douillet, elle incite les Français à donner leurs centimes. Elle est la marraine d'un centre d'accueil pour adolescents souffrant de dépression ou d'anorexie, comme sa fille Laurence, qui mourra en 2016 des suites de cette maladie, laissant ses parents dans un immense chagrin. En 2001, Bernadette se confie dans un ouvrage intitulé « Conversations ». L'ouvrage bat des records de ventes (500.000 exemplaires). Elle évoque pudiquement les infidélités du locataire de l'Élysée : « Les filles, ça galopait ». « Vous me parlez de ma popularité... Vous avez raison, il y a sûrement un côté couple, et plus généralement un côté famille. Parce que les Français sentent que je défends les valeurs familiales. (...) Ils sont plus nombreux qu'on ne l'imagine à être sensibles au fait que c'est un vrai ménage qui est à l'Élysée et qui est resté ensemble depuis 1956. (...) Ils apprécient cette image de couple stable, qui a traversé des épreuves, mais qui est toujours là, contre vents et marées », analyse-t-elle lors de l'entretien. À quoi a pu ressembler leur relation durant leurs dernières années, une fois quittés les ors de la République ? Dans « Président, la nuit vient de tomber », un livre basé sur le témoignage de Daniel Le Conte, dernier bras droit de Jacques Chirac, on y évoque des rapports tendus entre les époux, et présente une Bernadette cassante, notamment avec son mari. Elle a le flair politique. Elle avait largement désapprouvé la dissolution de l'Assemblée nationale, qui avait valu à Jacques Chirac de perdre sa majorité en 1997. Un capital sympathie en hausse auprès des Français, un sens politique reconstruit : la « tortue », comme la surnommait Jacques Chirac pour sa supposée lenteur, tient sa revançe. En 2007, elle quitte l'Élysée à regret. Son époux cède la place à Nicolas Sar-

kozy, l'ancien poulain abhorré par Jacques mais que Bernadette n'hésite pas à soutenir publiquement. Loin de l'arène politique et après un AVC en 2005, le « bulldozer » décline rapidement. Lui aussi voit sa popularité repartir à la hausse, à mesure que son esprit se fait de plus en plus absent. Mais c'est désormais son épouse qui tient la barre et organise avec leur fille Claude le quotidien de Jacques Chirac, qui se retire de la vie publique en 2014. Bernadette continue à exercer ses fonctions de conseillère générale de Corrèze jusqu'en 2015 et participe à l'opération Pièces jaunes jusqu'en 2018. C'est en juin de la même année, à 85 ans, qu'elle fait sa dernière apparition publique, à Brive-la-Gaillardelle, dans le berceau de Corrèze, pour inaugurer une avenue Jacques et Bernadette Chirac. Sa santé déclinante l'avait empêchée de paraître aux obsèques de son époux, célébrées le 30 septembre à Saint-Sulpice. Elle s'était rendue à la cathédrale Saint-Louis-des-Invalides pour un dernier au revoir. Mais aucune image n'avait filtré.

avec AGENCES ■

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP  
RCCM  
KIN/RCCM/15-A-27926  
Id. Nat.  
01-93-N00932M

Le Soft International  
Global site  
lesoftonline.net  
lesoft.be  
Kin's  
kin-s.net  
LeSoftConcept  
LeWebSoftConstruct  
InterCongoPrinters  
RadioTéléAction  
Masimanimba.  
Grand Bandundu  
info@lesoft.be  
SIP-AFRIMAGES  
B-1410 Belgique.  
Tél 00-32-488205666.  
Fax 00-322-3548978.  
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.  
Yerkis Muzama Muzinga.  
Phone +243-818371479.

RÉDACTION.  
T. Matotu  
D. Dadei  
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.  
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.  
Mankana Makasi.  
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux.  
Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.  
© Copyright 2026 FINPRESS.  
Imprimé à Kinshasa  
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.  
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

